

5X5

ÉLÉMENTS
ESSENTIELS

POUR LA

CRÉATION DE

ZONES LIBRES

DE TOUT

TRAVAIL

d'enfant



Première publication : mai 2015

Publication de 'Stop Child Labour - School is the best place to work'.

Stop Child Labour (SCL) est une coalition coordonnée par Hivos. La coalition est composée de Algemene Onderwijsbond (AOB), FNV Mondiaal, Hivos, the India Committee of the Netherlands (ICN), ICCO Cooperation et Kerk in Actie, Stichting Kinderpostzegels Nederland et des organisations locales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

www.stopchildlabour.org

ISBN: 978-90-70435-13-4

Nous remercions les organisations et syndicats partenaires suivants d'avoir partagé leurs expériences et stratégies :

- African Development Aid Association (ADAA), Éthiopie
- African Network for the Prevention and Protection against Child Abuse and Neglect (ANPPCAN), Ouganda
- ANDEN syndicat d'enseignants, Nicaragua
- Coalition Against Child Labour Zimbabwe (CACLAZ), Zimbabwe
- Enda Mali, Mali
- FSASH-SPASH syndicat d'enseignants, Albanie
- Forum on Sustainable Child Empowerment (FSCE), Éthiopie
- General Agricultural Workers Union (GAWU), Ghana
- Kenyan Alliance for the Advancement of Children (KAACR), Kenya
- Kids in Need (KIN), Ouganda
- MV Foundation, Inde
- Syndicat national de l'enseignement Maroc (SNE), Maroc
- Syndicat national de l'éducation et de la culture (SNEC), Mali
- Uganda National Teachers' Union (UNATU), Ouganda
- Wabe Children's Aid & Training (WCAT), Éthiopie

Texte : Suzanne Hoeksema, Mira Zeehandelaar

Photographie : Gerdien ten Cate, Samuel Grumiau, Teresa Hronova, Akky de Kort, Fungai Tichawangana, Hanne van der Woude, Mira Zeehandelaar

Conception : Sazza

Coordonné par : avec le soutien de :



Nous remercions en particulier tous les acteurs associées au mouvement Stop Child Labour, les organisations partenaires, ONG, syndicats, autorités nationales et locales, employeurs, enseignant(e)s, membres de la communauté, parents et enfants œuvrant ensemble pour un monde libre de tout travail d'enfant.



5X5

ÉLÉMENTS
ESSENTIELS

POUR LA

CRÉATION DE

ZONES LIBRES

DE TOUT

TRAVAIL

D'enfant

5 X 5

ÉLÉMENTS ESSENTIELS

POUR LA CRÉATION DE

ZONES LIBRES DE TOUT

TRAVAIL D'ENFANT

Imaginez une classe d'enfants. Au premier rang, Monica, 17 ans, ancienne vendeuse de rue ougandaise, et actuellement en dernière année d'enseignement secondaire, se distingue par ses talents d'oratrice. Assise près d'elle, Anxhela Ibrahimini est une adolescente albanaise de 15 ans qui a quitté l'école puis réintégré le système scolaire grâce aux efforts de son enseignant. Tout au fond se trouve Dojojaja. Ce garçon timide de 12 ans, originaire du Mali, passait ses journées à guider les bœufs. C'est sa première année de scolarité. A l'autre bout de la salle, le petit Jamal, 14 ans, ancien bouvier originaire d'Éthiopie, est désormais un étudiant actif dans le club de l'école. Ce manuel est rédigé pour tous ces enfants, plus nombreux d'année en année, qui ont pu commencer une nouvelle vie à l'école grâce aux zones libres de tout travail d'enfant.

Qu'est-ce qu'une zone libre de tout travail d'enfant?

Les zones libres de tout travail d'enfant désignent des zones géographiques, telles qu'un village, une plantation, une petite île, un quartier urbain ou un ensemble de communautés caractérisées par la suppression systématique du travail des enfants en vue de leur (ré)intégration dans des établissements scolaires formels et à temps plein. Ces zones ne font aucune distinction entre les différentes formes de travail des enfants, compte tenu du droit de chaque enfant à l'éducation. Celles-ci mettent par conséquent non seulement l'accent sur les enfants travaillant dans un secteur spécifique ou sur les pires formes de travail des enfants, mais également sur tous les enfants non-scolarisés de cette zone. Ceux-ci incluent les enfants dits 'invisibles' qui travaillent dans les terres familiales ou comme travailleurs domestiques au sein du ménage. La population d'une zone libre de tout travail d'enfant estime que la pauvreté ne constitue pas la cause principale du travail des enfants, mais que les traditions et les normes hostiles pour les enfants, la violation des droits des travailleurs et des systèmes éducatifs défaillants constituent les raisons pour lesquelles tant d'enfants ne sont pas scolarisés. Cette approche géographique des zones libres de tout travail d'enfant implique l'ensemble des parties prenantes, y compris enseignants, parents, syndicats, groupes communautaires, autorités locales, responsables religieux et employeurs. C'est aux membres de ces communautés que revient le pouvoir d'établir la norme selon laquelle aucun enfant ne doit travailler ; que tous les enfants doivent être scolarisés.

Pourquoi ce manuel?

Le mouvement international pour l'élimination du travail des enfants *Stop Child Labour* a rédigé un manuel présentant des expériences menées à travers le monde dans le but de partager et pour inspirer d'autres acteurs à mettre en œuvre et à soutenir l'approche géographique des zones libres de tout travail d'enfant. Les 25 (5 x 5) éléments essentiels présentés dans ce manuel ont été définis sur la base des expériences et stratégies des ONG, syndicats et membres des zones libres de tout travail d'enfant à travers le monde. Le manuel montre qu'en dépit de la pauvreté, il est vraiment possible de mettre fin au travail des enfants et de les scolariser. Le manuel constitue une source d'inspiration en vue de la reproduction et du soutien du concept des zones libres de tout travail d'enfant par d'autres acteurs.



Qu'est-ce que le travail des enfants?

'Le travail des enfants' désigne le travail réalisé par un enfant qui est susceptible d'entraver son droit à l'éducation ou d'être néfaste pour sa santé ou son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Tout travail réalisé par les enfants de moins de 15 ans et tout travail dangereux réalisé par des enfants de moins de 18 ans est illégal (Convention relative aux droits de l'enfant). D'après les estimations de l'Organisation mondiale du travail, 168 millions d'enfants travaillent dans le monde. L'Inde compte le plus grand nombre d'enfants travailleurs. L'Afrique subsaharienne présente quant à elle l'augmentation la plus forte du nombre d'enfants travailleurs ces dernières années.

A qui s'adresse ce manuel?

Toute organisation ou groupe d'organisations souhaitant promouvoir l'éducation et lutter contre le travail des enfants peut adopter le concept de zone libre de tout travail d'enfant. Ce manuel peut être utilisé par des organisations communautaires, ONG et syndicats mais est également utile aux donateurs, entreprises et décideurs souhaitant en savoir plus sur cette approche novatrice d'éradication du travail des enfants.

Comment utiliser ce manuel?

Ce manuel fournit des conseils pratiques et constitue une source d'inspiration pour la création de zones libres de tout travail d'enfant. Bien que le concept des zones libres de tout travail d'enfant présente des caractéristiques universelles, il existe plusieurs façons de les mettre en œuvre. Les zones rurales dont la population est composée en majorité d'exploitants agricoles exigent une approche différente par rapport au milieu urbain dont les résidents travaillent en usine et comme vendeurs de rue. Les zones où vivent beaucoup de familles de migrants nécessitent aussi une stratégie différente.

Ce manuel se compose de cinq chapitres, comportant chacun cinq domaines de réflexion et d'intervention : 25 éléments essentiels pour la mise en place de zones libres de tout travail d'enfant. Ces éléments ne renvoient pas nécessairement à une présentation chronologique ou à des règles rigides concernant les modalités de réalisation du processus. Au contraire, ils constituent en quelque sorte un ensemble d'ingrédients qu'il vous est possible de sélectionner pour réaliser votre propre recette en fonction des circonstances de la zone d'intervention.

Le premier chapitre (*Démarrage*) pose le fondement des étapes suivantes. Quelles sont les convictions sur lesquelles reposent les zones libres de tout travail d'enfant? Comment sélectionner une zone? Par où commencer ? Le deuxième chapitre (*Communautés responsables*) présente des stratégies et des témoignages sur la façon d'impliquer et de mobiliser les communautés. Le troisième (*Temps d'aller à l'école*) met l'accent sur la façon d'améliorer l'accessibilité et la qualité des écoles et des enseignant(e)s. Le quatrième chapitre (*Des familles plus fortes*) montre comment soutenir les zones libres de tout travail d'enfant en renforçant les familles - du point de vue économique et social - de façon à ce qu'elles prennent des décisions favorables aux enfants. La problématique est abordée dans une perspective plus globale dans le cinquième chapitre (*Aller plus loin*). Comment passer d'une zone libre de tout travail des enfants à des sociétés plus favorables aux enfants? Le manuel vous invite enfin à rejoindre le mouvement international pour le renforcement et l'expansion des zones libres de tout travail d'enfant dans le monde.

A young girl with dark hair in a braid, wearing a bright green sari, stands in a laundry area. She is looking back over her shoulder. The background is filled with various colorful clothes hanging on a line, including red, purple, and pink items. The ground is concrete and appears to be outdoors.

Table Des Matières

01 DÉMARRER	12
1.1 Origine de l'approche	13
1.2 Convictions	14
1.3 Quel est votre point de départ?	17
1.4 Sélection des zones	20
1.5 Cartographie des parties prenantes	22

02 COMMUNAUTÉS RESPONSABLES	30
2.1 Priorité aux personnes influentes	31
2.2 Mobiliser les citoyens	35
2.3 Les employeurs montrent l'exemple	37
2.4 Recueillir collectivement les données	39
2.5 Diffuser le message	40

03 C'EST L'HEURE DE L'ÉCOLE	46
3.1 Accroître l'accessibilité des écoles	47
3.2 Le besoin d'enseignant(e) de qualité	50
3.3 Promouvoir le mieux vivre à l'école	56
3.4 Faciliter la transition	60
3.5 Assurer le suivi des enfants	62

04 DES FAMILLES PLUS FORTES ET DES COMMUNAUTÉS PLUS FORTES	68
4.1 Changements sociaux au sein de la famille	69
4.2 Générer des revenus	70
4.3 Épargne collective	72
4.4 Plus d'adultes au travail	77
4.5 Visibilité accrue des pratiques traditionnelles préjudiciables	78

05 POUR ALLER PLUS LOIN	84
5.1 Vers des politiques de zones libres de tout travail d'enfant	85
5.2 Impliquer les multinationales	86
5.3 Rejoindre le mouvement international	87
5.4 Le pouvoir des témoignages	88
5.5 Transmettre la flamme	91

01

DEMARRER

Par où commencer? Ce chapitre présente cinq ingrédients essentiels à la création des zones libres de tout travail d'enfant : une touche d'inspiration, de solides principes directeurs, une vue d'ensemble des différentes bases de départ en fonction de votre type d'organisation, des suggestions pratiques relatives à la sélection des zones et une représentation graphique de l'approche multipartite.

Jeune

1.1 ORIGINE DE L'APPROCHE

Comment tout a commencé

En 1991, une ONG indienne du nom de *Mamidipudi Venkatarangaiya Foundation* (MV Foundation) est parvenue, dans le cadre de son premier projet travail des enfants, à libérer trente enfants du district de Ranga Reddy, dans le centre de l'Inde, de l'emprise du travail servile. Depuis, l'ONG a permis à un million d'enfants d'arrêter de travailler et les a aidés à intégrer des établissements scolaires formels à temps plein. Plus de 1500 villages ont été déclarés zones libres de tout travail d'enfant. L'approche de la *Foundation MV* s'est le plus distinguée par sa remise en question des croyances conventionnelles relatives au travail des enfants, à la pauvreté et à l'éducation. Jusqu'alors, la pauvreté était généralement considérée comme la cause majeure du travail des enfants. *MV Foundation* a pris une position différente : ce n'est pas la pauvreté mais les normes sociales profondément ancrées, la violation des droits des travailleurs, la discrimination de certains groupes et un système éducatif défaillant qui expliquent en grande partie la non-scolarisation des enfants. Les recherches internationales ont depuis confirmé que la majorité des familles peuvent survivre sans les revenus générés par leurs enfants. Les parents, enfants et communautés doivent connaître leurs droits fondamentaux afin de pouvoir prendre position, lutter contre le travail des enfants et exiger l'éducation pour leurs enfants. Ces connaissances renforceront leur confiance en eux tout en remettant en question l'attente passive de la disparition de la pauvreté.

Nous pouvons faire de même

Bien que le concept des zones libres de tout travail d'enfant soit né en Inde, il est devenu un mouvement mondial pour l'élimination du travail des enfants aux multiples facettes : *Stop Child Labour*. Des organisations européennes, asiatiques, latino-américaines et africaines ont visité les zones libres de tout travail d'enfant en Inde pour observer, écouter, apprendre, questionner et se rendre compte des modalités de mise en œuvre du concept. Ces organisations sont reparties très enthousiastes et avec une certitude : "S'ils en ont été capables, nous pouvons également y parvenir".

Les partenaires de *Stop Child Labour* d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda, du Zimbabwe, du Ghana, du Mali, du Maroc, d'Inde, du Sénégal, du Burkina Faso, d'Albanie et du Nicaragua commencèrent alors à organiser leurs propres visites d'échange, réunions et conférences afin d'apprendre les uns des autres. Même si ces échanges peuvent donner une grande impulsion à la cause, le plus important est de tisser des liens et d'apprendre sur le terrain, auprès des communautés concernées.



1.2 CONVICTIONS

Chaque zone libre de tout travail d'enfant présente ses caractéristiques propres. Toutefois, le concept lui-même repose sur un ensemble de convictions partagées par les partenaires de *Stop Child Labour* s'appuyant sur une vingtaine d'années d'expérience. Ces convictions ne sont pas dogmatiques; elles constituent des lignes directrices qui contribuent à cibler le projet. L'initiative commence ainsi dans une zone spécifique, est adoptée par la population des communautés sélectionnées avant de s'étendre aux zones voisines.

Approche géographique

L'approche géographique des zones libres de tout travail d'enfant associe toutes les personnes qui vivent, travaillent et sont scolarisées dans une zone spécifique. Chaque résident de cette zone doit être convaincu qu'aucun enfant ne devrait travailler et que tous les enfants doivent être scolarisés. Chaque personne de la zone s'acquitte d'une tâche spécifique liée à son rôle dans le but de transformer et maintenir la zone en question en zone libre de tout travail d'enfant : l'enseignant, le parent, l'enfant, l'employeur, le voisin. En s'appropriant fièrement la zone libre de tout travail d'enfant, tous les membres de la communauté travaillent de concert afin d'éliminer le travail des enfants. L'approche géographique produit l'effet d'une loupe dans la mesure où elle permet d'examiner plus en détail la situation de chaque enfant. Il est ainsi possible d'établir des plans spécifiques pour les enfants non scolarisés afin de les retirer du travail et de les préparer à réintégrer l'école. L'approche permet également aux enfants



déjà scolarisés de poursuivre leur scolarité sans interruption.

Principes positifs

L'approche géographique de création de zones libres de tout travail d'enfant s'appuie sur les convictions suivantes :

- tous les enfants doivent être scolarisés à plein temps dans des établissements scolaires de jour ;
- tout enfant non scolarisé est considéré comme enfant travailleur.
- tout travail est dangereux et nuit à la croissance et au développement de l'enfant ;
- toutes les formes de travail d'enfant peuvent être éliminées ;
- toute justification perpétuant l'existence du travail des enfants doit être condamnée ;
- ce sont les normes sociales préjudiciables, la violation des droits des travailleurs et les mauvaises politiques éducatives, et non la pauvreté, qui sont les principales causes du travail des enfants ;
- les parents souhaitent un meilleur avenir pour leurs enfants et sont disposés et capables de faire les choix ou sacrifices nécessaires afin de garantir que leurs enfants ne travaillent pas mais vont à l'école.

Mobilité

Un projet de zone libre de tout travail d'enfant peut commencer de façon très modeste. En Inde, le nombre de zones libres de tout travail d'enfant facilitées par *MV Foundation* est passé de trois à 6000 en vingt ans. Parler aux gens, partager les témoignages et les meilleures pratiques sont les meilleures manières de répandre le concept.



1.3 QUEL EST VOTRE POINT DE DÉPART?

Toute organisation prête à promouvoir l'éducation et à lutter contre le travail des enfants peut adopter le concept des zones de travail libres de tout travail d'enfant. Toutefois, aucune organisation ne peut y parvenir seule. Les initiateurs des zones libres de tout travail d'enfant sont souvent les syndicats d'enseignants, les syndicats de travailleurs, les ONG de développement ou les ONG de défense des droits de l'enfant. Chaque organisation présente sa propre expertise. Cette expertise détermine généralement l'accent initial du projet de zone libre de tout travail d'enfant. Un syndicat d'enseignants va naturellement tout d'abord cibler les enseignant(e)s, alors qu'une association d'exploitants agricoles commencera par mobiliser les agriculteurs. Votre atout unique constitue un bon point de départ. Voici trois exemples de bases de départ possibles.

Pour une ONG de développement

Les ONG peuvent aider au renforcement de la capacité des citoyens à s'organiser et à exiger de meilleurs services publics de la part de leurs gouvernements. Certaines ONG assurent des services de santé et d'éducation dans les zones où le gouvernement est absent ou dysfonctionnel. Ces atouts permettent à ces ONG par exemple de/d' :

- organiser des réunions sur le concept des zones libres de tout travail d'enfant pour le personnel (bénévole) des organisations communautaires afin d'évaluer l'enthousiasme pour un projet local.
- organiser des manifestations (marathons, matches de football, cinéma ambulant ou théâtre communautaire) afin de sensibiliser et d'échanger les points de vue sur le travail et l'éducation des enfants.
- mettre en place ou renforcer les structures et le leadership à l'échelle locale (tels que les associations parents-enseignants, les clubs de défense des droits des enfants et les comités de zone libre de tout travail d'enfant) afin d'intervenir sur les questions du travail des enfants et des faibles taux de scolarité.
- mobiliser les membres communautaires autour de la norme selon laquelle "aucun enfant ne devrait travailler - tous les enfants doivent être à l'école" et collaborer afin d'établir des plans d'action pour le changement.
- amorcer un dialogue sur le problème en question (par exemple faible taux de scolarité, enfants des rues, mariage des enfants) avec les autorités locales, et étudier les modalités de collaboration dans le but de scolariser tous les enfants.

Pour un syndicat de travailleurs

Un syndicat agricole, par exemple, représente les agriculteurs. Les agriculteurs bien organisés, bien informés et qui ont confiance en eux et leurs marchés sont les principaux moteurs du développement. Les syndicats présentent des points de départ multiples :

- renforcement des capacités de négociation en faveur de meilleurs salaires et conditions de travail et prise de position dans la lutte contre le travail des enfants. Les adultes ne devraient pas être concurrencés par le travail des enfants bon marché, qui affecte leur position sur le marché du travail.
- des exploitants agricoles aux stratégies efficaces d'exploitation agricole et de commercialisation et prise en compte de la question du travail des enfants lors de ces formations.
- appui à l'organisation des exploitants agricoles en sections syndicales locales.
- pression auprès du gouvernement national en faveur de l'investissement dans la construction d'établissements scolaires à proximité des plantations, de façon à ce que les exploitants agricoles puissent envoyer plus facilement leurs enfants à l'école.

“

‘Nous devons vraiment sortir des sentiers battus. En tant que syndicat, nous avons normalement un rôle différent à jouer : nous négocions avec nos partenaires traditionnels : le gouvernement et les employeurs. Toutefois, cet objectif d'élimination du travail des enfants exige de nous une approche différente. Nous travaillons désormais avec de nouveaux partenaires, comme les ONG, les églises et les chefs de village, ce qui est passionnant’

Andrews Tagoe –

General Agriculture Workers Union (GAWU), Ghana

”

Pour un syndicat d'enseignants

Les syndicats sont des forces de mobilisation. Leurs membres leur confèrent un certain pouvoir contrairement à la plupart des ONG. Un syndicat d'enseignants plaide en faveur des intérêts et droits de ses membres mais aussi de la qualité de l'éducation, lesquels sont étroitement liés. Un syndicat d'enseignants qui a l'ambition d'intervenir sur la question du travail des enfants de manière générale et des zones libres de tout travail d'enfant en particulier dispose d'un éventail d'options stratégiques, dont :

- l'organisation de réunions pour les enseignant(e)s sur le thème des droits des enfants, le travail des enfants dans la région où ils/elles travaillent et leur capacité à contribuer à la résolution de ce problème.
- la formation des enseignant(e)s dans les 'compétences relationnelles' comme par exemple comment aborder les questions sensibles avec les enfants et les parents et comment venir en aide aux enfants qui travaillent et ne sont pas scolarisés, les enfants atteints d'un handicap ou marginalisés pour d'autres raisons ;
- la formation des enseignant(e)s dans le but de rendre leurs cours plus intéressants et axés davantage sur l'enfant afin de prévenir l'abandon scolaire et d'attirer de nouveaux élèves en mettant spécifiquement l'accent sur les anciens enfants travailleurs et les enfants venant de familles où ils sont les premiers à fréquenter l'école ;
- la mise en relation des enseignant(e)s avec les organisations communautaires locales qui offrent des services destinés aux enfants, comme les services sociaux et de santé, les cours de sport et activités culturelles ;
- les pressions auprès du gouvernement national en faveur d'une meilleure rémunération, d'établissements scolaires plus nombreux et de meilleure qualité et de la mobilisation de fonds pour investir dans la formation des enseignant(e)s par exemple dans les domaines mentionnés ci-dessus ;
- l'information de la population au sujet des enseignant(e)s et des établissements scolaires qui ont joué un rôle majeur afin de prévenir l'abandon scolaire ou d'attirer de nouveaux élèves



'La toute première chose que nous avons faite à Safi a été de rechercher des partenaires pour lutter contre le travail des enfants de manière collective.

Une convention a ensuite été conclue avec le ministère régional de l'Éducation, des établissements scolaires, des enseignant(e)s, ONG et associations de parents d'élèves et une étude a été menée sur le taux d'abandon scolaire et le travail des enfants dans notre ville.'

Mohammed Garmim –
Syndicat d'enseignants SNE, Maroc





1.4 SÉLECTION DES ZONES

Bien que chaque contexte présente ses propres caractéristiques, les recommandations suivantes peuvent s'avérer utiles pour la sélection de l'emplacement de la future zone libre de tout travail d'enfant.

Analyse du contexte / Étude de référence

Avant de démarrer un nouveau projet de zone libre de tout travail d'enfant, il est préférable d'examiner l'état actuel du travail des enfants et de la scolarisation dans votre pays. Quelles sont les données disponibles sur le type de travail réalisé par les enfants ? Quelles sont les raisons des taux élevés d'abandon scolaire chez les garçons et les filles ? Pourquoi l'incidence du travail des enfants est-elle plus élevée dans certaines régions ?

L'expertise et le réseau de votre organisation affecteront votre choix de zone d'intervention initiale : rurale, urbaine ou suburbaine. Une zone minière industrielle où travaillent de nombreuses familles migrantes diffère fortement d'une ville isolée située en milieu rural et peuplée de familles agricoles vivant ensemble depuis des décennies.

Malgré les différences, l'approche est toutefois similaire du fait de son caractère géographique et du partenariat avec toutes les parties prenantes dans cette zone (voir 1.5).

L'objectif d'une *étude de référence* est d'établir une base de données qui servira de référence pour le suivi de l'avancement du projet. Elle indique l'ampleur du problème au moment de démarrer l'initiative et la direction



que devrait prendre le projet. Les questions les plus importantes sont les suivantes :

- combien d'enfants vivent dans ce village ou cette zone?
- combien d'enfants sont scolarisés et non scolarisés?
- que font les enfants non scolarisés?

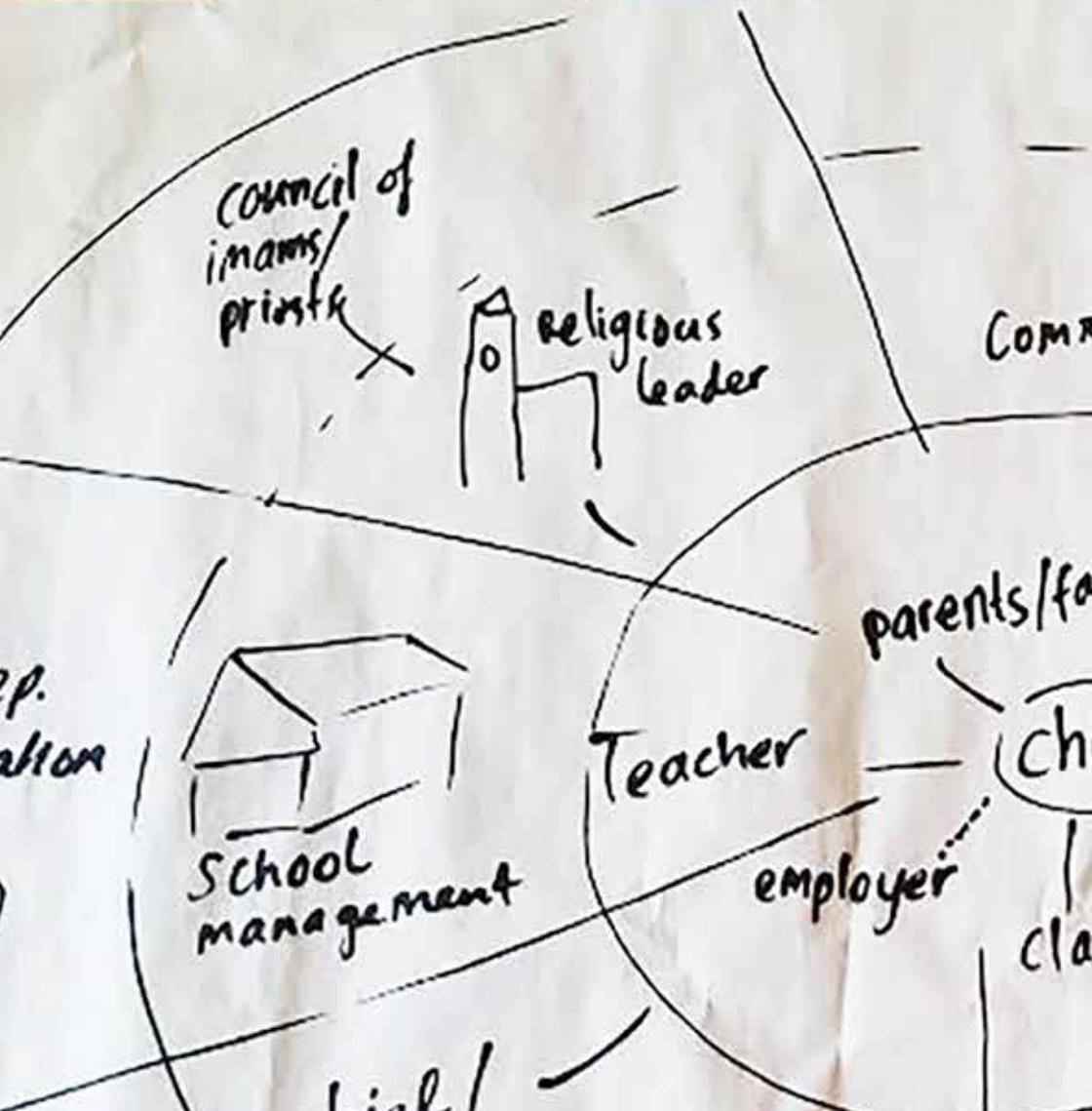
Une étude de référence peut fournir des informations sur le type d'activité des parents et le type de travail des enfants. Elle peut également faire la lumière sur les raisons invoquées par les parents pour la non-scolarisation de leurs enfants.

Appropriation par les autorités locales

La zone sélectionnée doit être une unité administrative reconnue par l'État. Les autorités locales supervisant ces unités (villages, communes, circonscriptions ou autre) mettent en œuvre les politiques du gouvernement en matière d'éducation et de développement économique. Elles exercent une influence et entretiennent des liens avec leurs supérieurs aux niveaux régional et national. Les autorités locales sont des partenaires essentiels dans la création de zones libres de tout travail d'enfant qui parviennent à se maintenir comme telles. Celles-ci peuvent transformer un concept en politique gouvernementale.

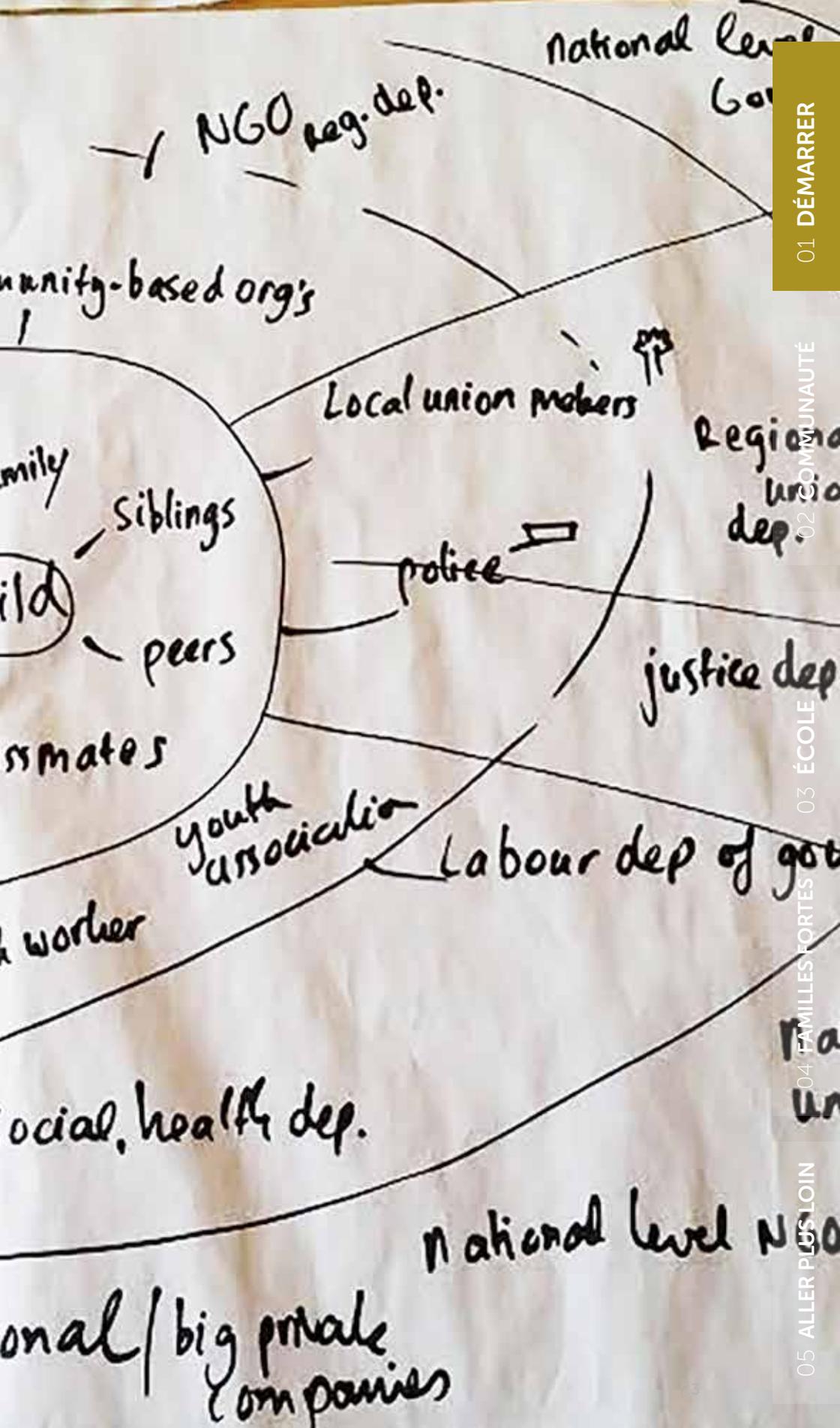
Liens communautaires

Il est important, au moment de sélectionner une zone, d'avoir de bonnes relations au sein de la communauté. Afin de nouer ces relations, vous pourriez organiser une grande manifestation publique, telle qu'un marathon ou un match de football dans votre zone. Au cours de ce processus, vous pourrez identifier le village le plus ouvert à une nouvelle initiative telle qu'une zone libre de tout travail d'enfant.



1.5 CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES

Nulle communauté n'est une île. Le suivi de l'analyse du contexte peut prendre la forme d'une cartographie de l'ensemble des acteurs concernés. Quels sont les individus et institutions influençant la vie des enfants dans la zone sélectionnée? Un village ou voisinage ne peut devenir et rester zone libre de tout travail d'enfant qu'avec l'appui de toutes les parties prenantes à tous les niveaux. Le fait d'être partie prenante leur donne également une part de responsabilité. La phase de démarrage permet d'identifier les principales parties prenantes, qui peuvent être réparties en deux catégories : celles se trouvant à proximité immédiate de la communauté et celles intervenant à l'extérieur de la communauté. Les recenser permet de constituer un réseau : Qui sont vos alliés? Qui connaissez-vous déjà? Prenez d'abord contact avec les contacts les plus favorables.







01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

Inspira

L'inspiration de Berhanu

Berhanu Tufa, directeur de l'*African Development Aid Association* (ADAA) en Éthiopie, s'est rendu en Inde en 2008 afin d'en savoir plus sur les zones libres de tout travail d'enfant. Bien qu'il a pu se rendre compte de différences entre l'Inde et l'Éthiopie - à la fois en termes d'espace politique et de type de travail d'enfant, il s'est dit : 'Nous pouvons également y parvenir'. Cinq ans plus tard, les zones libres de tout travail d'enfant en Éthiopie sont un tel succès que Berhanu organise une nouvelle réunion des pionniers des zones libres de tout travail d'enfant et explique le fonctionnement de l'adaptation éthiopienne de l'approche.

Prise de conscience pour Kids in Need

Flavia Bogore, directrice de *Kids In Need* (KIN) en Ouganda, se souvient très bien de sa visite en Inde. 'Ce fut une véritable prise de conscience'. Aujourd'hui, elle est fière de présenter les berges du Lac Victoria où s'activent pêcheurs, hommes et femmes mais où aucun enfant travailleur n'est visible. Ils sont tous à l'école.

“

Nous avons sélectionné six districts sur la base de deux critères : le problème devait être de taille et le potentiel d'action devait être important, c'est-à-dire qu'il devait y avoir des dirigeants et membres de syndicats forts. À Korçë nous avons sélectionné deux écoles : une avec des enfants roms uniquement et l'autre mixte. Les deux écoles présentaient un taux d'abandon scolaire élevé et un grand nombre d'enfants travailleurs. Nous avons sélectionné ces écoles car nous estimions que ces écoles pouvaient servir d'exemple pour les autres écoles

Stavri Liko –

syndicat d'enseignants FSASH-SPASH, Albanie

”

Le point de départ du syndicat agricole au Ghana

Bien avant avoir œuvré à la mise en place d'une zone libre de tout travail d'enfant, le syndicat GAWU travaillait avec des personnes employées dans l'économie informelle (travailleurs sans contrat). Au Ghana, il s'agit du groupe d'employés le plus important. Celui-ci inclut par exemple les petits producteurs de manioc et de cacao. Le syndicat a organisé ces travailleurs pour qu'ils puissent obtenir de meilleurs salaires et la sécurité sociale. En travaillant avec ces exploitants agricoles, le syndicat a rencontré de nombreux cas de travail d'enfants : il s'avéra que de nombreux exploitants agricoles étaient parents d'enfants travailleurs. Lorsque GAWU lança un projet de zone libre de tout travail d'enfant, l'organisation mit logiquement l'accent sur ce qu'elle faisait le mieux : obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail pour les parents. Ces activités associées avec la sensibilisation sur les risques du travail des enfants et l'importance de l'éducation ont aidé les parents à scolariser leurs enfants au lieu de les faire travailler.

“

J'ai été moi-même enfant travailleur. Quand j'avais neuf ou dix ans, j'ai dû quitter l'école pour m'occuper du bétail. Je me souviens de la tristesse que j'ai ressentie lorsque j'ai vu mes anciens camarades de classe courir sur le chemin de l'école le matin alors que je devais prendre une autre direction, vers la brousse avec les garçons plus âgés et les vaches. Je me sentais seul. Lorsque ma mère qui vivait dans une autre localité apprit que je n'allais pas à l'école, elle m'a repris chez elle et m'a envoyé à l'école. Je suis devenu l'un des meilleurs élèves de la classe’.

Pascal Masocha –

Coordinateur national de la Coalition Against Child Labour (CACLAZ), Zimbabwe

”

02

COMMUNAUTÉS RESPONSABLES

Les ONG, syndicats et coalitions remplissent des fonctions d'animation, de formation et de mise en relation. Toutefois, sans l'énergie et les efforts des membres de la communauté, le projet est susceptible de s'achever de manière prématurée. Il faut tout un village pour élever un enfant et le scolariser. Chaque membre de la communauté doit être convaincu que les enfants devraient être en mesure de bénéficier d'une éducation sans être contraint de travailler. Ce chapitre présente différents éléments de la mobilisation communautaire : comment mobiliser les personnes influentes, comment faire en sorte que les citoyens aient la maîtrise du projet, comment les associer aux études de référence et comment utiliser les médias, l'art et le sport pour diffuser le message.

2.1 PRIORITÉ AUX PERSONNES INFLUENTES

Qui sont les personnes influentes?

Chaque communauté dispose de structures de leadership. Les personnes influentes sont des hommes et femmes tels que les responsables traditionnels, les responsables religieux, les autorités locales et les responsables civils qui jouissent du respect des membres de la communauté. Il s'agit également des citoyens qui occupent une position particulière au sein de la communauté, comme les trésoriers locaux, les chamanes ou conseillers, les sages-femmes, et les entrepreneurs prospères. Leur participation et leur soutien constituent une condition préalable au succès du projet. Patience, créativité, temps et ouverture d'esprit sont nécessaires afin de faire connaissance avec les responsables communautaires au cours des visites au village. La clé est de trouver un terrain d'entente. Après tout, nous voulons tous un meilleur avenir pour nos enfants. Une fois qu'un(e) responsable est disposé(e) à contribuer activement au processus de transformation du village en zone libre de tout travail d'enfant, il/elle peut devenir un(e) ambassadeur/rice capable de faire avancer le projet.

Responsabilité des personnes influentes

Les gouvernements, et non les ONG, sont responsables de garantir l'accès de chaque enfant à une éducation de qualité suffisante. Le but ultime de l'initiative de zone libre de tout travail d'enfant est de faire en sorte que les gouvernements assument cette responsabilité.

Du fait de leur mobilisation en tant que porteurs du projet au cours de la première phase, les autorités locales seront plus susceptibles de se sentir responsables de son succès. Ainsi, un maire qui supervise la mise en place réussie d'une zone libre de tout travail d'enfant a une histoire intéressante à communiquer à ses supérieurs à l'échelle nationale. Quelques organisations ont signé des conventions avec les autorités locales stipulant le transfert de responsabilité des ONG au gouvernement. À titre d'exemple, la convention peut indiquer que l'ONG assure l'éducation aux enfants mais que cette fonction sera transférée au gouvernement à l'issue d'une période de cinq ans.



Veillons à ce que
enfants soient



*ne tous les
protégés*

01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN



2.2 MOBILISER LES CITOYENS

Un noyau de citoyens organisé en comité, groupe d'action ou association promouvant activement l'éducation et protégeant les droits des enfants de la communauté, est le mieux à même de pouvoir faciliter la mise en place de zones libres de tout travail d'enfant. Les membres de ces comités ont une fonction importante, en tant que modèles et aussi en tant que défenseurs de ces zones.

Créer les comités

Le comité est idéalement un groupe de personnes enthousiastes représentant la diversité de leur communauté : par exemple, le maire, l'enseignant, le prêtre ou l'imam, le parent, le leader étudiant, le commerçant et la sage-femme. Il existe de multiples façons de créer un comité : les membres peuvent être élus au cours d'un rassemblement public, le maire peut désigner des individus ou les villageois peuvent se porter volontaires. La participation à un comité ne convient toutefois pas à tout le monde : les membres doivent être motivés et engagés. Le bénévolat exige en effet temps et énergie.

Former et motiver les membres des comités

Des formations peuvent être organisées afin d'aider les membres des comités à commencer leurs fonctions de modèles et de défenseurs au sein de leurs communautés. Ces formations informent les membres des comités sur les droits des enfants et l'impact du travail des enfants et leur apportent des compétences pratiques, telles que la sensibilisation des autres parents et l'identification et la résolution des problèmes. Les efforts des membres des comités peuvent être récompensés à travers l'organisation d'une visite d'échange dans un autre village afin de voir comment les zones libres de tout travail d'enfant sont créées dans d'autres communautés, en organisant des rassemblements pour célébrer les réussites (par exemple, l'augmentation du nombre d'enfants rescolarisés) et en saluant leurs efforts et leur engagement ou en organisant des dîners particuliers ou d'autres manifestations visant à rendre hommage à leur travail. Il est également possible de donner un rôle important aux membres des comités lors de l'accueil de délégations (étrangères) invitées à visiter une zone libre de tout travail d'enfant.



Impliquer les groupes existants

Les groupes communautaires existants, par exemple les groupes confessionnels de femmes ou les clubs sportifs de jeunes, constituent d'importantes sources de collecte et de diffusion d'informations. Ces personnes parlent, jouent et rient ensemble. Elles se connaissent, se font confiance et s'influencent les unes les autres. Il est possible de demander aux représentants de ces groupes d'adhérer aux comités ou de participer aux formations conçues spécialement pour eux. En l'absence de tels groupes au sein d'une communauté, le comité principal peut demander à d'autres membres de la communauté de créer de nouveaux groupes, par exemple une association de parents d'élèves ou d'étudiants. Ces associations peuvent, dans leurs propres cercles d'influence, constituer un réseau de proximité autour des enfants de façon à ce que chacun d'entre eux soit scolarisé et le reste.



Vous avez besoin de membres clés de la communauté pour en connaître les différents acteurs et composantes

Flavia Bogore – Kids in Need, Ouganda





2.3 LES EMPLOYEURS MONTRENT L'EXEMPLE

Les employeurs présentent des caractéristiques multiples. Les employeurs d'enfants peuvent être des parents, propriétaires de plantation, artisans, restaurateurs et propriétaires d'usines. L'approche de mise en place de zones libres de tout travail d'enfant exige que les employeurs fassent partie de la solution. Ils doivent être convaincus de laisser partir les enfants travaillant pour eux ainsi que de ne pas remplacer ces enfants travailleurs par d'autres enfants. Il s'agit d'une opération de sensibilisation de long terme. Les employeurs qui ont pris position contre le travail des enfants peuvent, à travers des actions visant à les faire connaître du public, constituer les modèles à suivre les plus évocateurs pour les employeurs continuant à faire appel aux enfants.

Sensibiliser les employeurs

La meilleure stratégie consiste à dialoguer, à beaucoup dialoguer (dialogue, débat communautaire).

- Approche individuelle : une communauté peut organiser des visites de porte à porte de bénévoles, tels que les membres d'un club de jeunes, d'une association de parents d'élèves, d'enseignants et de membres des comités. Il peut s'agir de visites de magasins, d'exploitations agricoles ou d'autres lieux de travail impliquant, idéalement, une personne respectée, telle que le chef, le maire ou un autre employeur qui a déjà changé d'avis vis-à-vis du travail des enfants. Une équipe 'd'agents de sensibilisation' peut être mise en place pour chaque (type d') employeur. Par exemple :



les pêcheurs du lac côtoient quotidiennement les garde-côtes. Pourquoi ne pas demander aux garde-côtes de jouer le rôle de défenseurs en faveur de l'élimination du travail des enfants? Ils connaissent personnellement les pêcheurs et savent comment prendre contact avec eux de manière efficace. Les parents qui laissent leurs enfants travailler pour l'entreprise familiale sont de même plus susceptibles d'être influencés par d'autres parents qu'ils connaissent.

- Approche collective : le comité principal peut organiser des séances d'information et des dialogues à l'intention du public (voir également 2.2) et ainsi atteindre les employeurs sans les contacter directement. Les panneaux d'affichage, les messages radiophoniques et systèmes de communication publique (haut-parleurs) peuvent également modifier les attitudes des employeurs vis-à-vis du travail des enfants

Les employeurs en tant que modèles à suivre

Un employeur qui a cessé de recruter des enfants est le meilleur intervenant pour convaincre les autres de l'imiter. Il mérite d'être sous les projecteurs. Il ou elle établit une nouvelle norme qui doit être communiquée à tous. Comment présenter les employeurs comme modèles?

- En surprenant l'employeur qui a décidé de se passer du travail des enfants en organisant une cérémonie impromptue et en demandant aux médias locaux de couvrir l'évènement.
- En mobilisant un groupe d'employeurs d'une zone partageant les mêmes points de vue pour qu'ils signent un accord contre le travail des enfants. Ainsi, les employeurs qui continuent de recruter des enfants finiront par subir les pressions sociales et économiques en faveur de l'application de la nouvelle norme.



2.4 RECUEILLIR COLLECTIVEMENT LES DONNÉES

Il est préférable d'impliquer les membres de la communauté dans le recueil des données dans le cadre de votre étude de référence. Les membres de la communauté s'approprient ainsi non seulement le problème mais également la solution.

Recherche adaptée aux enfants

Lorsque l'équipe chargée de mener les travaux de recherche veut interviewer les enfants afin de recueillir les informations, veillez à ce que les questions et le cadre soient adaptés aux enfants. Les enfants peuvent être intimidés, se fatiguer ou s'ennuyer. Ils ne comprennent pas toujours les questions formelles préparées par les intervieweurs. Il est plus facile de parler aux enfants dans un cadre informel, tel qu'une aire de jeu ou avec un groupe d'amis, que dans un bureau.

Présentation des résultats

Une fois la collecte des données réalisée, l'équipe de recherche peut organiser la présentation de ses conclusions sous la forme d'une manifestation publique ouverte à tous. La présentation publique des résultats rend le problème évident et visible. Vous pouvez également demander à un journaliste local d'assister à la présentation et de rédiger un article (et de revenir l'année suivante pour constater les changements éventuels).



2.5 DIFFUSER LE MESSAGE

Le message : aucun enfant ne devrait travailler et tous les enfants doivent être scolarisés doit être vu et entendu par le plus grand nombre possible. Dans les conversations individuelles ou les débats de groupe, à la radio ou dans les journaux, par l'intermédiaire d'orateurs publics ou par SMS, par des slogans peints sur des murs...

Utiliser la radio

Les stations de radio locales comptent un grand nombre d'auditeurs. Malgré le coût élevé du temps d'antenne, certains diffuseurs sont disposés à offrir du temps d'écoute à une bonne cause. Vous pouvez organiser une émission-débat radiophonique sur le problème du travail des enfants dans la zone et inviter les auditeurs à poser des questions. Ce type d'émissions sert non seulement à diffuser l'information mais également à recueillir des informations sur l'attitude et les connaissances de la communauté. Vous pouvez demander à un musicien ou à une chorale d'enfants de chanter un 'message d'annonce sur le thème de la lutte contre le travail des enfants' diffusé pendant les heures de grande écoute.

Films et cinéma ambulant

Les films constituent un média puissant dans la mesure où ils racontent une histoire de façon dynamique. Et plus important encore, ils peuvent attirer des centaines de personnes. Les projections de films au sein de la communauté sont une très bonne occasion de se réunir. Le cinéma ambulant, facile à monter et démonter, permet d'inviter les membres de la



communauté à regarder un film sur le thème du travail des enfants et à débattre des questions soulevées dans le film. Le film peut être projeté sur la coque d'un grand bateau ou sur le mur d'une église.

Inviter des journalistes à la zone.

Les journalistes sont toujours à l'affût d'histoires intéressantes. La mise en place d'une zone libre de tout travail d'enfant répond à ces critères. Veuillez inviter les journalistes de tous les types de médias à visiter le village et laisser les membres de la communauté bénévoles leur montrer les lieux.

Communiquer par le biais du sport et de l'art

Les enfants aiment jouer. Le sport et l'art offrent un moyen unique d'entrer en contact avec les enfants et leurs familles.

- Il peut être difficile de contacter les enfants non scolarisés. Les enfants des rues et les enfants migrants peuvent facilement passer entre les mailles du filet. Au lieu de communiquer avec ces enfants par des messages sur le travail des enfants et l'éducation, établissez un rapport avec eux en jouant au football ou de la musique ou en bavardant avec eux.
- Une manifestation sportive mobilise facilement les jeunes. Elle offre un cadre indirect pour une déclaration sur le travail des enfants dans la zone. Des athlètes populaires peuvent également jouer un puissant rôle d'ambassadeur.
- La musique, le théâtre et l'art sont également de bons instruments de communication. Le théâtre communautaire est une méthode éprouvée d'aborder les injustices sociales au sein de la communauté. Les enfants peuvent également être formés à concevoir leurs propres pièces de théâtre et performances musicales sur un thème lié au travail des enfants.

Inspira

Une nouvelle expérience pour les parents indiens

MV Foundation organise dans des villages indiens des camps de trois jours à l'intention des enfants travailleurs et scolarisés. Ces journées, pleines de joie, comportent des activités, telles que la danse, le chant et les activités sportives. Employeurs et parents y sont également conviés et peuvent se rendre compte à quel point les enfants s'amuse et à quoi ressemble une journée sans travail pour un enfant. Après ces trois jours, les organisateurs de la manifestation se rendent au domicile des familles, explique Arvind Kumar de *MV Foundation*. 'Nous leur posons la question suivante : ' comment vous êtes-vous organisés pendant la période où votre enfant travailleur ne travaillait pas? ' Ils répondent, par exemple, que le père ou le grand-père s'est chargé du travail pendant la journée. Puis, nous disons, 'Donc, c'est désormais ce que vous pouvez faire systématiquement lorsque votre enfant va à l'école.'

Cinéma ambulant en Ouganda

'Le cinéma ambulant a un énorme impact', déclare Flavia Bogore de *Kids in Need*. L'organisation projette

des documentaires et des films sur le thème du travail des enfants et aborde des questions soulevées par les films. En Ouganda, l'équipe locale a ainsi projeté un film sur la coque d'un grand bateau dans le port de pêche. Plus de mille personnes sont venues regarder le film. 'La plupart des personnes ne regardent jamais de films et sont donc très curieuses', déclare Flavia. Par ailleurs, l'emplacement du port était lui-même un très bon instrument de promotion de la manifestation : beaucoup de membres des communautés de pêcheurs du Lac Victoria passent par le port dans la journée, ainsi tout le monde était informé de la séance

‘ Notre message est le suivant : l'éducation ne sert pas uniquement à travailler et à gagner de l'argent, elle permet d'être plus intelligent et de prendre ses propres initiatives. Elle est bénéfique dans la vie quotidienne : vous pouvez lire et écrire; vous pouvez comprendre ce qui est écrit sur un bus. Vous êtes en mesure d'améliorer vos pratiques agricoles. '

Arvind Kumar – *MV Foundation*,
Inde

Un constructeur de bateaux transforme son atelier en zone libre de tout travail d'enfant

'Lom Nava', littéralement 'si tu m'aimes, viens à moi' est le nom de l'atelier de construction de bateaux sur la plage Kpando Torkor dans la zone libre de tout travail d'enfants de la région Volta du Ghana. Le charpentier de cet atelier de construction de bateaux employait ses propres enfants et d'autres enfants. Les enfants devaient s'acquitter de tâches, telles que le port de bois et participaient également aux activités de construction de bateaux sans porter d'équipement de protection. Après avoir assisté aux réunions locales et écouté à tous les messages de sensibilisation, le propriétaire de Lom Nava décida d'envoyer ses enfants travailleurs à l'école et de déclarer son lieu de travail libre de tout travail d'enfant. Il érigea également un panneau devant son atelier promouvant le concept de zone libre de tout travail d'enfant au sein de la communauté. Derrière l'atelier se trouve un système géant de sonorisation utilisé pour diffuser des messages de plaidoyer sur le thème des zones libres de tout travail d'enfant.

“

En Éthiopie, à l'échelle locale, le leader du réseau est également appelé le 'garee'. Il supervise cinq ménages et est nommé par les membres de ces ménages. Au village de Jarti Bakule, vivait un garçon, Jamal, qui cessa soudainement d'aller à l'école. La direction de l'école savait qu'elle pouvait demander au garee de se renseigner auprès des parents de Jamal pour en savoir plus sur la situation. Le père de Jamal reconnut avoir envoyé son fils travailler dans un village voisin. Le garee lui rendit plusieurs fois visite et lui expliqua que tous les enfants du voisinage allaient à l'école et que Jamal avait été privé de l'enseignement dont ils avaient bénéficié et que bientôt ses camarades seraient capables de lire. Le père de Jamal comprit que le garee n'approuvait pas sa décision. Sensible à cette pression, il finit par rappeler Jamal pour lui dire qu'il pouvait revenir à l'école.

Berhanu Tufa –

African Development Aid Association (ADAA), Ethiopia.

”

03

CEST L'HEURE DE ÉCOLE

Les écoles sont l'une des composantes fondamentales des zones libres de tout travail d'enfant. Tout enfant non scolarisé est, de fait, un enfant travailleur. La sensibilisation des parents à la scolarisation de leurs enfants ne suffit pas; d'autres actions sont nécessaires.

Comment renforcer l'accessibilité et l'attractivité des écoles pour enfants et parents?

Comment améliorer la qualité des écoles?

Comment permettre aux enseignant(e)s d'assurer les fonctions d'accompagnement et de suivi dans la zone libre de tout travail d'enfant? Et que faire en l'absence d'école (de qualité)?

Apprendre

3.1 ACCROÎTRE L'ACCESSIBILITÉ DES ÉCOLES

Peu d'enfants prendront le chemin de l'école si celle-ci est trop éloignée de chez eux, est surpeuplée ou inabordable. Il est possible de surmonter les obstacles géographiques et financiers en faisant pression sur les autorités locales pour obtenir la construction de nouvelles écoles villageoises, la mise en place d'un service public de ramassage scolaire et la suppression des obstacles administratifs à l'inscription des enfants à l'école. Dans l'attente de l'intervention du gouvernement, certains villages ont décidé de commencer la construction de leurs propres écoles et à mettre en place leurs propres enseignant(e)s. Il s'agit en effet de solutions provisoires dont l'objectif est de combler le vide laissé par le gouvernement qui ne remplit pas sa mission. Dans ces circonstances, il est préférable de signer des accords explicites avec les autorités locales précisant les dates à partir desquelles celles-ci accompliront leur devoir et honoreront le droit des enfants à l'éducation.

Trajet domicile - école

Une étude de référence (voir 1.4) peut fournir des informations concernant la distance parcourue par les enfants pour se rendre à l'école. Ces informations viendront renforcer vos arguments auprès des autorités. Lorsque le trajet à parcourir est trop important pour les enfants (les plus jeunes) ou trop dangereux (pour les filles) et en l'absence de mesure concrète du gouvernement, les communautés peuvent essayer de mettre elles-mêmes en œuvre des solutions (provisoires) :

- recrutement de chauffeurs bénévoles de bus ou de pickup pour transporter les enfants ;
- construction d'une passerelle afin d'éviter les longs et dangereux trajets à pied ;
- mise à disposition de vélos pour les élèves plus âgés ou les enseignant(e)s qui vivent loin de l'école ;
- sécurisation du déplacement afin de permettre aux jeunes filles de se rendre ensemble à pied à l'école par exemple en veillant à ce qu'elles soient accompagnées par un parent plus âgé.



Taata Maama

Aboana

Omwala Omulenzi Omuto

Emirimu egikalebiwa awaka

Amate ekaqbuja

Kwaatazanyika kitan

Okuburuma obujaji

- 1 Okunasa obujaji
- 2 Okujaji omwene omwene
- 3 Wewe mwanamama mwanamama
- 4 Njia amazi amazi
- 5 Njia amazi amazi

‘

Je vais à la rencontre des parents, nous parlons de la façon dont ils peuvent obtenir une nouvelle aide à la maison lorsque leur enfant est à l'école, ou des revenus supplémentaires. En réalité, j'éduque également les parents ’

Mustafa Khalili – enseignant d'une école primaire UMEA, Ouganda

’

Écoles de proximité

Des groupes peuvent lancer un enseignement non formel dans le village et employer des enseignant(e)s bénévoles issus de la communauté. Une école peut commencer sous la forme d'une classe en plein air pour quelques enfants. Au fur et à mesure que les enfants se joignent au groupe, il deviendra évident que le village a besoin d'une salle de classe. Une fois convaincus de la nécessité d'une véritable école, les habitants disposeront de solides arguments pour persuader les autorités concernées.

Rendre l'école plus abordable

L'étude de référence (voir 1.4) peut également estimer le coût de scolarisation d'un enfant : frais de scolarité imposés par les écoles publiques ou privées et frais connexes comme les cartables, crayons, manuels, uniformes et repas. Pour réduire cette charge financière, il est possible :

- d'identifier les obstacles financiers et non financiers empêchant les parents d'envoyer leurs enfants à l'école ;
- de débattre du problème du coût des pièces administratives requises pour l'inscription auprès des autorités locales et de prendre des mesures afin de réduire ce type de coûts ;
- d'offrir gratuitement des repas scolaires subventionnés par les autorités locales ou les employeurs des parents, lorsque le coût des repas scolaires constitue un sérieux obstacle et que la faim empêche les enfants de se concentrer en classe. L'alimentation des enfants est de la responsabilité des parents, mais l'instauration de repas gratuits ou à bas prix peut alléger les charges au cours des premières années de transition.
- d'aider les membres de la communauté à accroître leurs revenus à travers le renforcement de leurs compétences agricoles ou commerciales et l'épargne sous la forme d'un fonds collectif (voir chapitre 4).



3.2 LE BESOIN D'ENSEIGNANT(E)S DE QUALITÉ

Il ne peut être question d'école sans enseignant(e)s. L'enseignement de qualité résulte de la présence d'enseignant(e)s de qualité. Un(e) enseignant(e) motivé(e), qualifié(e) est en mesure de garder l'attention de ses élèves. Une éducation de qualité réduit le risque d'abandon scolaire. Les enseignant(e)s des zones libres de tout travail d'enfants ne font pas qu'enseigner. Ils peuvent se rendre compte si l'un de leurs élèves ne se sent pas bien. Ils peuvent demander à un élève où se trouve son/sa camarade s'il/elle ne vient pas en classe. Ils connaissent les parents de leurs élèves et la situation de la famille. Les enseignant(e)s ont besoin d'être formé(e)s, motivé(e)s et récompensé(e)s



Former les enseignant(e)s pour qu'ils/elles dispensent une éducation de qualité

La formation des enseignant(e)s relève de la responsabilité du ministère de l'Éducation. Une pénurie d'enseignant(e)s qualifié(e)s, situation qui peut être fréquente dans des zones marginalisées, entrave la qualité de l'éducation. Des ONG et certains syndicats d'enseignants ont mis en place des solutions provisoires en formant des enseignant(e)s (bénévoles) issu(e)s de la communauté, tout en faisant pression sur leurs gouvernements pour obtenir des solutions structurelles. Ils ont également organisé des formations spécialisées à l'intention des enseignant(e)s afin de leur fournir les compétences leur permettant de devenir enseignant(e)s de zones libres de tout travail d'enfant. Ces formations ont abordé les éléments suivants :

- enseignement et communication axés sur l'enfant : communiquer avec les enfants et les parents sur les problèmes rencontrés chez eux et en classe ;
- enseignement inclusif : attitude ouverte et positive vis-à-vis de tous les enfants, y compris avec les enfants non scolarisés et les enfants issus de minorités, migrants et en situation de handicap ;
- soutien particulier des enfants vulnérables ou souffrant de traumatisme, tels que les enfants vivant dans un foyer dirigé par un enfant ;
- soutien particulier aux anciens enfants travailleurs présentant un retard scolaire ou des difficultés d'apprentissage, ainsi qu'aux enfants venant de familles où ils sont les premiers à fréquenter l'école et dont les parents ne sont pas en mesure de les aider à faire leurs devoirs scolaires ou à régler d'autres problèmes liés à la scolarité ;
- compétences en matière de suivi : assurer le suivi de chaque élève.



Motivation des enseignant(e)s

Les enseignant(e)s ont besoin d'être récompensé(e)s et apprécié(e)s. Quelles sont les stratégies qui se sont révélées fructueuses en termes d'amélioration de l'image de la profession enseignante? Lorsque les enseignant(e)s (et les syndicats d'enseignants) sont devenu(e)s visibles en tant que militants en faveur de l'éducation de qualité et contre le travail des enfants, ils ont acquis un nouveau rôle. Ce nouveau rôle leur donne une nouvelle image.

- Manifestez votre respect et appréciation des enseignant(e)s en organisant des rassemblements communautaires rendant hommage aux enseignant(e)s. Il est impératif de modifier l'image négative de l'enseignement. Ceci est possible en sensibilisant l'opinion sur l'importance des enseignant(e)s dans les vies des enfants et de fait dans la société.
- Donnez un nom et un visage aux enseignant(e)s en les mentionnant dans les rapports et communications.
- Documentez et partagez les témoignages des enseignant(e)s sur leurs expériences en classe et au sein des communautés.
- Invitez les enseignant(e)s à participer aux visites d'échange aux écoles d'autres zones.
- Montrez le caractère novateur des syndicats d'enseignants en matière de campagnes : en tant que négociateurs pour les conditions de travail, mais également en tant que partenaires progressistes en faveur d'une éducation de meilleure qualité et contre le travail des enfants.

“

On ne peut pas demander aux parents d'envoyer leurs enfants à une école où ils n'apprennent rien. Ainsi, si vous vous évertuez à convaincre les parents des mérites de l'éducation, il faut en retour que l'éducation s'améliore

Venkat Reddy – *MV Foundation, Inde*

”

“

Vous savez, seules les mesures concrètes produisent des résultats. Vous pouvez organiser des séminaires et formations sans fin pour les enseignant(e)s, mais toutes ces réunions seront vaines si ces enseignant(e)s ne vont pas à la rencontre des élèves et ne passent pas de temps avec eux, ne parlent pas aux parents pour vraiment connaître les enfants et leur situation et programmer ensemble la réintégration de l'enfant à l'école

Stavri Liko – *syndicat d'enseignants, Albanie*

”



01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

3.3 PROMOUVOIR LE MIEUX VIVRE A L'ÉCOLE

Les écoles doivent être des lieux où les enfants veulent passer du temps. Accroître l'attractivité de l'école permet de prévenir l'abandon scolaire et encourage le retour des enfants déscolarisés. Une école est plus attractive lorsque la sécurité y est garantie et que les enseignant(e)s se montrent compréhensifs et axent leurs approches sur l'enfant.

Des écoles plus sûres

Les parents ne prendront pas la décision de scolariser leurs enfants si le bâtiment de l'école n'offre pas des conditions de sécurité, ou de propreté satisfaisantes ou lorsque les enseignant(e)s sont connu(e)s pour punir sévèrement leurs élèves ou harcèlent sexuellement les écolières. Les écoles doivent montrer un meilleur visage. La sécurité à l'école peut renvoyer à la sécurité physique et l'hygiène, ainsi qu'à l'absence de violence et de discrimination fondée sur le genre et à un environnement permettant aux enfants de soulever leurs préoccupations en toute sécurité. Au cours de conversations avec les membres de la communauté, veillez à aborder les préoccupations des parents. Quel type d'école les parents veulent-ils pour leurs enfants?

Il est possible de garantir la sécurité sanitaire et l'hygiène à travers :

- la construction de salles de classe avec des murs et sols en béton (et non à base de boue) ;
- l'installation de robinets propres ;
- la construction de toilettes hygiéniques pour filles et garçons.
- l'invitation d'équipes de soins.

La sécurité physique et mentale peut, quant à elle, être assurée à travers :

- la présence d'un référent auquel les enfants peuvent s'adresser en cas de problème ;
- des enseignant(e)s et directeurs/trices d'établissement formé(e)s au respect des droits des enfants, interdisant, par exemple, les punitions corporelles et prêtant attention à la violence à l'égard des filles
- des élèves informés de leurs droits qui estiment pouvoir s'exprimer en toute sécurité sur chaque cas de violation de ces droits constaté.

Débatte des programmes de distribution de repas scolaires

Compte tenu du coût élevé de l'alimentation, de nombreux enfants issus de milieux pauvres n'ont qu'un repas décent par jour. La certitude de manger le petit-déjeuner ou le déjeuner à l'école peut être une raison importante de la présence de certains enfants à l'école. Toutefois, la

présence des enfants à l'école ne saurait être motivée par l'alimentation au lieu de l'apprentissage, soyez par conséquent vigilant lorsque vous employez cette stratégie. C'est aux parents qu'incombe la responsabilité de ne pas envoyer leurs enfants à l'école avec un ventre vide. Toutefois, dans les zones les plus pauvres, les programmes de distribution de repas scolaires peuvent être menés de manière à combler les besoins :

- les programmes de distribution de repas scolaires veillent à ce qu'aucun enfant n'ait faim en classe et que les enfants puissent se concentrer ;
- ces programmes promeuvent la santé des enfants et préviennent l'abandon scolaire dû aux maladies.

Les communautés ont identifié plusieurs moyens de rendre les repas scolaires abordables, par exemple :

- la direction de l'école peut générer des revenus par la vente de légumes issus du jardin de l'école et investir cet argent dans les repas scolaires. (Cette stratégie devrait faire l'objet d'un suivi rigoureux de la part de la communauté de façon à veiller à ce que les revenus générés par le jardin potager soient effectivement consacrés à l'alimentation et non à d'autres fins) ;
- chaque semaine, un groupe ou couple de parents différent peut être chargé de préparer les déjeuners des enfants. La préparation de repas en grandes quantités peut en effet contribuer à contenir les coûts.
- convaincre les autorités locales de financer les programmes de distribution de repas scolaires en expliquant leur importance et leur caractère urgent.

Activités parascolaires

Il est très important de disposer d'enseignant(e)s capables d'enseigner le programme scolaire avec enthousiasme. L'école n'est toutefois pas uniquement un lieu d'apprentissage, mais également un lieu pour jouer, chanter et rire. Les activités parascolaires contribuent à transformer l'école en lieu dans lequel les enfants veulent passer du temps. Toutes les écoles n'ont pas la capacité de mettre en œuvre telles activités. La créativité à l'école peut cependant être facilitée par la recherche de collaborations :

- invitez un artiste ou un athlète originaire ou travaillant dans votre localité et demandez-lui d'organiser un atelier pour les enfants ;
- sollicitez la collaboration d'une organisation communautaire ou d'une ONG organisant des formations culturelles (peinture, dessin, théâtre, danse, photographie ou cinéma) ;
- organisez une manifestation publique, telle qu'un match de football avec des équipes d'enfants ou un concours musical dans ou près de l'école.



‘

Le plus important est de comprendre ce qui se passe dans le cœur des enfants. Découvrez les préférences et les souhaits de l'enfant, et utilisez ces informations pour l'aider à l'école'

Mustafa Khalili –Enseignant à l'école primaire UMEA, Ouganda

’



01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

3.4 FACILITER LA TRANSITION

Comment rendre le changement du travail vers l'école moins difficile? La création de zones de travail libres de tout travail d'enfant a pour but d'aider (du point de vue social, culturel et financier) les enfants à abandonner le travail pour commencer ou reprendre leur scolarité. Plus l'écart entre travail et école sera court, et plus les enfants réussiront la transition. Les dispositifs peuvent inclure un accompagnement social et mental pour les anciens enfants travailleurs, des périodes de transition scolaire avec des cours supplémentaires ou l'apprentissage accéléré ainsi que le soutien psychosocial.

Organiser la transition scolaire

Pour faciliter la transition du travail à l'école, il est conseillé d'organiser un enseignement de transition scolaire. Ces formations enseignent aux élèves présentant un retard scolaire ou aux enfants réintégrant le système scolaire les fondamentaux de la vie scolaire : le comportement en classe, la concentration, savoir écrire et compter. Les classes de transition scolaire peuvent être très simples ou très perfectionnées et inclure les situations suivantes :

- un(e) enseignant(e) qui passe du temps avec un ou plusieurs nouveaux élèves après l'école afin de veiller à ce qu'ils rattrapent leur retard par rapport au reste de la classe;
- un local ou une salle de classe spécifique dans ou près de l'école, réunissant tous les élèves de différents groupes d'âge présentant un retard scolaire et travaillant sous la supervision d'un(e) enseignant(e) sur la base de plans individuels d'apprentissage ;
- des salles de classe séparées réunissant les élèves accusant un retard scolaire avec les élèves de leur âge sous la supervision d'un(e) enseignant(e) qui a suivi une formation spécifique pour guider les anciens enfants travailleurs ;
- des camps de retour à l'école accueillant les enfants pendant une période d'une semaine voire plusieurs mois. Ces camps font prendre conscience aux enfants qu'ils ne sont pas seuls et qu'ils disposent d'un vaste groupe de soutien. Ils y apprennent également comment convaincre leurs parents et leurs pairs de l'importance de l'éducation.

Transition minutieuse du travail à l'école

Il est possible que des anciens enfants travailleurs souffrent de traumatisme psychologique ou physique en fonction du type de travail réalisé et de la période en question. Ces enfants font par ailleurs souvent l'objet de stigmatisation. Leurs pairs peuvent les mépriser ou ils peuvent eux-mêmes avoir honte. Les enfants qui viennent de quitter le monde du travail ont besoin d'un dispositif de protection. De quoi ont-ils besoin ?

- un agent de santé, travailleur social ou un(e) enseignant(e) à qui ils font confiance qui peut parler à l'enfant et l'encourager à partager ses problèmes et préoccupations ;
- l'implication des proches de l'enfant (parents, frères et sœurs, nouveaux camarades de classe ou peut-être un élève plus âgé ou un(e) enseignant(e) afin de soutenir son/sa (ré)intégration scolaire. Plus il y aura de personnes cherchant à promouvoir la nouvelle situation, plus le nouvel élève se sentira en confiance à l'école.

“

‘Après avoir inscrit tous les élèves d'un village, les enfants sont répartis par groupes d'âge aux fins de leur scolarisation. Nous utilisons l'éducation préscolaire pour les jeunes enfants, qui sont les plus souvent affectés par le travail domestique.

L'éducation préscolaire est l'une des meilleures stratégies pour tenir les enfants à l'écart des lieux de travail dès le début’

Alemu Abegaz – *Wabe Children's Aid & Training (WCAT), Éthiopie*

”

3.5 ASSURER LE SUIVI DES ENFANTS

L'une des forces des zones libres de tout travail d'enfant réside dans le fait qu'elles mettent l'accent sur chaque enfant vivant dans une zone spécifique. Chaque enfant a sa propre histoire et requiert une approche individuelle. Assurer le suivi de tous les enfants (enfants scolarisés, présentant un risque d'abandon scolaire et non scolarisés) est fondamental à la mise en place et au maintien des zones libres de tout travail d'enfant. L'étude de référence (voir 1.4) constitue le point de départ car elle rend l'enfant visible et facile à suivre. L'étape suivante consiste à suivre l'évolution de la situation par rapport aux données de référence. Les écoles constituent un cadre formidable de suivi.

Équipes de suivi au sein des écoles

L'appui à la mise en place d'équipes de suivi (incluant par exemple un(e) enseignant(e), un(e) élève et un parent) chargées d'assurer le suivi d'un certain nombre d'élèves présentant un risque d'abandon scolaire est une façon d'assurer le suivi des élèves. Les équipes de suivi se réunissent chaque semaine ou chaque mois et examinent la situation de « leurs » élèves. Elles établissent des plans d'intervention pour chaque élève et se répartissent les tâches : le parent parle aux parents d'un élève sur les raisons de son absence répétée; l'élève essaie de parler à l'élève concerné(e) ainsi qu'à ses amis. L'enseignant(e) se charge ensuite de recueillir les observations des membres de l'équipe et supervise les groupes.

L'enseignant(e) n'est pas obligatoirement responsable de l'équipe de suivi. Les initiatives de suivi peuvent également être dirigées par le directeur de l'école, les associations d'élèves ou de parents ou une organisation communautaire collaborant avec l'école.

Le rôle de surveillance des enfants

Les enfants prennent soin l'un de l'autre. Ils recherchent l'amitié et veulent appartenir à un groupe. Les clubs de jeunes sont à cet égard d'importants piliers des zones libres de tout travail d'enfant : ils leur permettent de s'amuser ensemble, de parler de leurs problèmes et d'investir les rues pour diffuser le message sur l'obligation de scolariser tous les enfants. Les clubs de jeunes peuvent également assurer le suivi de leurs pairs de manière informelle : leur capacité d'observation est bien supérieure à celle de leurs enseignant(e)s ou parents.

“

Restez concentré(e). Notre mission est de scolariser les enfants et d'assurer leur suivi individuel. Ne laissez aucun enfant passer entre les mailles du filet.

Venkat Reddy – *MV Foundation, Inde*

”

01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

Inspira

Suppression des obstacles administratifs pesant sur les parents maliens

Au Mali, les enfants sans certificat de naissance doivent produire un document alternatif, un jugement supplémentaire qui coûte entre 5 000 et 10 000 Francs (20€).

L'organisation Environnement et Développement d'Afrique (ENDA) a réussi à convaincre les responsables locaux de la ville de Markala du coût excessif de ce document pour les parents. Par conséquent, le prix a été réduit à 2 500 francs (5€). Il s'agit d'un petit pas pour les responsables et d'un grand pas en avant pour les parents de Markala.

Centres d'incubation zimbabwéens

La Coalition Against Child Labour in Zimbabwe (CACLAZ) a mis en place les centres dits d'incubation à Ward 16, où les enfants réintégrant le système scolaire ont une période d'orientation de six à douze mois à l'issue de laquelle ils rejoignent la classe correspondant à leur niveau. Les enseignant(e)s des centres d'incubation bénéficient d'une formation spécialisée afin de répondre aux besoins des anciens enfants travailleurs, pour qu'ils reprennent confiance en eux

et se sentent à l'aise à l'école. Les centres d'incubation zimbabwéens sont aujourd'hui soutenus par le ministère de l'Éducation et font figure d'exemple et représentent une source d'inspiration pour les autres écoles de la région.

Des enseignant(e)s du Nicaragua promeuvent les droits des enfants. Près de la ville de San Dionisio dans la région de production de café du Nicaragua, le syndicat d'enseignants ANDEN a organisé des formations à l'intention des enseignant(e)s du primaire sur le thème de l'abandon scolaire et du travail des enfants. Ce projet pilote visait à former les enseignant(e)s dans le domaine du travail des enfants et sur l'importance de l'éducation et de la communication avec les parents sur ces questions. Les enseignant(e)s ont organisé plusieurs activités à l'issue de ces formations, dont un grand rassemblement ciblant les parents sur les droits de l'enfant, des visites aux parents d'enfants non scolarisés, et une grande fête pour les enfants, mêlant musique, danse, peinture et repas. Les formations se sont traduites par une participation communautaire accrue à l'école, des enseignant(e)s mieux formés et un

ation

meilleur contact avec les parents. Les écoles ont par ailleurs élaboré des stratégies en faveur de l'application des droits, lois, valeurs et normes relatifs à l'enfant.

‘J’ai participé à deux ateliers de sensibilisation organisés par le syndicat d’enseignants SNEC sur les causes et les conséquences du travail des enfants et les moyens de lutter contre ce problème. A l’issue de ces formations, j’ai commencé à parler de la question du travail des enfants en classe et dans d’autres classes. J’ai formé une « commission’ avec les élèves les plus intéressés par le sujet. Il s’agit d’un club qui se réunit une fois par semaine pour aborder la question du travail des enfants et réfléchir aux solutions. Le club constitue également le point de départ pour la réintégration des enfants déscolarisés. Les élèves les plus actifs du club se chargent d’identifier les enfants non scolarisés qu’ils connaissent. Les élèves prennent contact avec ces enfants et leur expliquent qu’ils sont toujours les bienvenus à l’école. Si l’enfant semble intéressé, je rends visite à ses parents, essaie de déterminer pourquoi il/elle ne va pas à l’école

et ensemble, nous trouvons une solution’

Ms Keita Salimata Témé – enseignante et personne contact École Mamadou Lamine Bamako, Mali

Mères protectrices du Mali

L’organisation des Mères de Sibila au Mali est un groupe de femmes qui ont pour mission de convaincre d’autres mères d’envoyer leurs enfants à l’école. Aichtan Traoré, membre de l’association, affirme souvent voir des filles laver le linge ou cuisiner pendant les heures de classe. ‘Dans ce cas, je vais systématiquement à la rencontre de leur mère. Elle sait qui je suis donc je sais qu’elle m’écouterà’. Parfois, cela prend du temps et de nombreuses visites. ‘Mais je suis si heureuse de voir ensuite la même fille prendre le chemin de l’école.

04

DES FAMILLES ET DES COMMUNAUTÉS PLUS FORTES

Comment créer une zone libre de tout travail d'enfant où tous les enfants restent scolarisés après la période de soutien externe de l'organisation d'appui? Une telle zone est durable lorsque la communauté s'approprie la norme selon laquelle « aucun enfant ne devrait travailler – chaque enfant doit être à l'école » et lorsque les familles sont en mesure de subvenir à leurs besoins et de prendre en charge l'éducation de leurs enfants. Ce chapitre présente des initiatives visant à susciter des changements sociaux et économiques au sein des familles.

4.1 CHANGEMENTS SOCIAUX AU SEIN DES FAMILLES

La prise de conscience, par les parents, des risques posés par le travail des enfants et la valeur de l'éducation, se traduit par un changement de priorités et un éventail de changements sociaux positifs au sein des familles et des communautés. Ces effets vérifiables à long terme constituent de puissants arguments en faveur de la mise en place de zones libres de tout travail d'enfant. Les changements que nous avons pu observer dans les zones libres de tout travail d'enfant sont énoncés ci-dessous. Vous pouvez les citer afin de convaincre d'autres personnes de se joindre à votre cause.

Évolution des modes et priorités de consommation

Lorsque les parents reconnaissent l'importance de l'éducation, les habitudes de consommation des membres des ménages changent. Des sommes moins importantes sont consacrées à l'alcool, aux jeux d'argent et aux grands achats irresponsables. L'alcoolisme et les problèmes liés aux jeux d'argent vont souvent de pair avec d'autres problèmes, tels que la violence conjugale et sexuelle. Les zones libres de tout travail d'enfant, caractérisés par la scolarisation des enfants et la capacité des adultes, hommes et femmes, à générer des revenus, présentent une baisse du nombre de cas de violence conjugale et sexuelle.

Équilibre hommes-femmes

Les initiatives collectives d'épargne (voir 4.3), telles que l'association villageoise d'épargne et de crédit se traduisent par un meilleur équilibre hommes-femmes au sein de la famille. Les femmes, qui représentent la majorité des membres des associations d'épargne, commencent ainsi à être davantage respectées par leurs maris. Ce nouvel équilibre contribue également à des dialogues plus équilibrés au sein des couples. Il est reconnu que des relations plus égales entre hommes et femmes aboutissent à des décisions réfléchies, par exemple en matière de planification familiale.

Meilleure estime de soi

La scolarisation des enfants a non seulement un impact sur les dépenses de la famille, mais également sur l'estime de soi de l'ensemble des membres de la famille. Les enfants sont fiers d'aller à l'école et leurs parents sont fiers d'en être à l'origine. Le changement est possible. Ce sentiment positif permet de considérer les enfants comme des enfants et les parents comme des parents.



4.2 GÉNÉRER DES REVENUS

La plupart des porteurs de projets africains de zones libres de tout travail d'enfant ont lancé des projets d'épargne, de promotion d'opportunités de commercialisation et des activités génératrices de revenus dans leurs zones d'intervention. Ces activités aident les exploitants agricoles, les petits entrepreneurs et l'ensemble de la communauté à accroître leur productivité et leur efficacité.

Exploitation agricole productive et commercialisation intelligente

Les meilleurs exploitants agricoles sont ceux qui sont instruits. C'est pourquoi l'éducation des enfants des exploitants agricoles est essentielle au développement de la société. L'intervention en milieu rural exige de collaborer avec des exploitants agricoles organisés (par exemple des syndicats, associations et coopératives agricoles). Cette collaboration peut prendre de nombreuses formes, notamment :

- la formation d'exploitants agricoles afin d'augmenter leur production (par exemple à travers la modification des semences ou l'irrigation) ;
- le renforcement des capacités de commercialisation des exploitants agricoles de façon à ce qu'ils puissent augmenter leurs revenus tirés de la vente de produits agricoles (par exemple, compétences en négociation; réalisation d'une étude de marché afin d'identifier les produits adaptés aux besoins de la population; essai de nouveaux produits; utilisation d'internet pour rester informés et communiquer avec d'autres exploitants agricoles) ;



- le renforcement des compétences organisationnelles des syndicats, associations et coopératives d'exploitants agricoles au niveau local (qualités en matière de leadership, prise de position collective ou utilisation des médias). Ces rassemblements d'exploitants agricoles constituent également un point de départ pour débattre du rôle des enfants (travailleurs) au sein de la famille.

Créer de petites entreprises

Les autorités locales et régionales allouent parfois des financements visant à stimuler l'entrepreneuriat, l'emploi des jeunes ou la participation économique des femmes. Les citoyens ont toutefois un accès limité à ces fonds. Le processus de demande est soit trop complexe ou la population n'est pas informée de ces opportunités. Comment éviter cette situation?

- Recensez les financements publics disponibles pour encourager les entreprises locales.
- enseignez-vous auprès des représentants des autorités locales sur les modalités d'accès de ces financements par ceux qui en ont le plus besoin (et informez-les des avantages offerts par les zones libres de tout travail d'enfant).
- Aidez les nouveaux entrepreneurs à faire la demande d'un fonds d'appoint.
- Au lieu d'apporter des capitaux de lancement, vous pouvez soutenir les entrepreneurs en leur fournissant le premier stock de marchandises (par exemple vingt paires de chaussures pour le lancement d'un magasin de chaussures).

4.3 ÉPARGNE COLLECTIVE

Plusieurs organisations partenaires de *Stop Child Labour* ont lancé des initiatives collectives d'épargne. Celles-ci poursuivent différents objectifs, par exemple, l'achat d'une machine à coudre, d'une maison ou l'installation d'un système d'alimentation en eau. L'un des objectifs les plus populaires de ces initiatives est d'épargner en vue de couvrir les frais de scolarité des enfants. L'épargne collective ou les micro-banques autogérées ne sont pas un phénomène nouveau : de nombreuses familles font encore appel aux systèmes informels d'assurance lorsqu'elles se trouvent confrontées à des frais imprévus. Qu'elle soit ancienne ou nouvelle, l'initiative a plus de chances de réussir lorsque l'épargne collective poursuit un objectif collectif, tel que l'éducation de tous les enfants.

Revitaliser les structures financières existantes

Les membres des communautés peuvent participer en tant que trésoriers ou gardiens des associations locales d'assurance. Les systèmes d'assurance informels et villageois permettent aux familles de se protéger contre les frais d'urgence, comme ceux liés à la maladie ou aux enterrements. Les trésoriers villageois sont des personnes de confiance qui ont probablement été scolarisés. Ceux-ci peuvent être à la tête de comités ou d'associations jouant un rôle de prise de décisions sur les investissements locaux ou les paiements. Ces associations d'assurance peuvent constituer d'importantes structures pour les zones libres de tout travail d'enfant :

- les réunions des associations informelles d'assurance peuvent constituer une plateforme de discussion au sujet de l'investissement en faveur des enfants ;
- les trésoriers peuvent faire office d'ambassadeurs (de l'investissement en faveur) des enfants et l'éducation ;
- le système d'assurance informel est capable d'imposer des normes sociales (nouvelles), par exemple, en décidant d'aider uniquement les familles dont les enfants sont scolarisés.

Association d'épargne et de crédit (VSLA)

Vingt villageois, en majorité des femmes, sont assis ensemble dans une cour intérieure couverte de sable située entre deux maisons. Chacun tient entre ses mains des livrets. Des portefeuilles et de petites piles de billets et de pièces sont placés devant eux. Sur la table, au centre, est posée une énorme boîte dotée de trois cadenas, derrière laquelle sont assises trois femmes, la présidente, la secrétaire et la trésorière. 'Qui veut ajouter son épargne dans la boîte aujourd'hui?' demande la présidente. Une femme portant un enfant donne son argent à la trésorière qui recueille l'argent dans une passoire avant de le placer dans la grande boîte. La secrétaire



01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

consigne le montant dans un grand livre. Bienvenue à la réunion hebdomadaire d'une association d'épargne et de crédit, une façon simple et intelligente d'épargner et d'obtenir des prêts.

Quel est son fonctionnement?

Une VSLA est un groupe de membres de la communauté qui épargnent conjointement. Il s'agit d'un système fondé sur la confiance, entièrement géré par les membres eux-mêmes. Aucune organisation externe ou banque n'est associée à l'épargne ou l'octroi de prêts. Un groupe de VSLA est composé au maximum de trente membres et est ainsi facile à gérer. Chacun se connaît et se fait confiance. Le groupe se réunit chaque semaine et offre à ses membres la possibilité d'épargner. Le montant qu'il est possible d'épargner varie d'un groupe à l'autre et dépend des revenus de des membres.

Le montant d'une part est déterminé par chaque groupe de VSLA. Les membres peuvent épargner d'une à cinq parts chaque semaine. Par exemple, les membres d'un groupe donné, dont la part s'élève à un dollar US, peuvent épargner au minimum une part (1 dollar US) et au maximum cinq parts (5 dollars US) par semaine.

L'argent est déposé dans une grande boîte équipée de plusieurs cadenas. Chaque cadenas renvoie à un titulaire de clé. Cela signifie que tous les titulaires de clés doivent être présents pour ouvrir la boîte.

Les membres du groupe de VSLA peuvent également faire une demande de prêt issu de l'épargne du groupe. Le prêt doit être approuvé par la majorité des membres du groupe. L'octroi du prêt dépend de la confiance dont jouit le membre, la raison du prêt et bien évidemment du montant disponible dans la boîte.

Le prêt doit être remboursé à une certaine échéance (celle-ci varie d'un prêt à l'autre) au taux d'intérêt de 10%. A la fin de l'année, les revenus générés par les intérêts sont répartis entre les membres en fonction de leurs épargnes. Les membres sont ainsi en mesure de bénéficier d'un taux d'intérêt très élevé sur leur propre épargne.

Les nouveaux membres sont par ailleurs formés en gestion de VSLA. L'adhésion à une VSLA est soumise à une règle importante : vos enfants doivent être scolarisés.

Mettre en place de nouveaux systèmes

Vous pouvez également mettre en place un système d'épargne pour les membres de la communauté qui n'ont pas d'expérience d'épargne collective. Les associations d'épargne collective peuvent accroître la confiance et la solidarité parmi les membres d'une communauté. Comme il est dans l'intérêt de chacun de bien dépenser l'argent, les membres de l'association font office de gardiens du respect des normes sociales qu'ils ont eux-mêmes établies. Il est possible de tirer quelques enseignements des expériences passées :

- commencez par un petit groupe de personnes qui se connaissent toutes ou qui vivent l'une près de l'autre ;
- établissez un plan indiquant l'endroit et les modalités de stockage et de fermeture à clé de la caisse, et le nom des personnes responsables (celles-ci devraient être nommées à tour de rôle) ;
- rédigez une liste de critères d'adhésion au groupe. Le critère le plus important est le suivant : tous les enfants doivent être scolarisés ;
- convenez de la fréquence des réunions des membres de l'association et de leur accès à leur épargne ou aux prêts.



4.4 PLUS D'ADULTES AU TRAVAIL

La diminution du nombre d'enfants travailleurs aura pour effet d'augmenter le volume de travail que doivent réaliser les adultes.

Une zone libre de tout travail d'enfant est ainsi créatrice d'emplois et contribue au développement de communautés entières. Toutefois, comme les enfants travaillent pour des salaires bien inférieurs, c'est l'occasion d'exiger de meilleurs salaires.

Travail décent pour les adultes

La réalisation de l'analyse contextuelle et de l'étude de référence peut également être l'occasion de recueillir des données sur l'emploi, le chômage et le sous-emploi du secteur formel et informel. Ces données peuvent renforcer vos arguments au cours des débats avec le ministère du Travail et ses représentants locaux. L'emploi des adultes peut être stimulé d'autres façons :

- organisez un camp de vacances pour les enfants de façon à donner aux familles la possibilité de se rendre compte concrètement de la façon dont elles s'organisent en l'absence des enfants à domicile ou à la ferme ;
- demandez à un ancien employeur d'enfants recrutant désormais des adultes, de jouer un rôle de modèle. Laissez-le partager son expérience positive concernant le travail avec les adultes avec d'autres employeurs, par exemple en termes de productivité et de responsabilité ;
- demandez aux employeurs à proximité de l'école de proposer des places d'apprentissage ou des stages aux jeunes adultes locaux qui terminent leurs cursus d'enseignement primaire ou secondaire.

Salaire décent pour les adultes

Les enfants sont des travailleurs bon marché et obéissants. Les bas salaires des enfants font également pression sur les salaires des adultes. L'interdiction du travail des enfants dans une zone crée l'espace permettant aux adultes d'obtenir un emploi et se traduit par l'augmentation des salaires. Un salaire décent facilite la prise de décisions plus saines pour l'avenir de leurs enfants. C'est pourquoi le travail des enfants - et sa suppression - est l'affaire de tous. Les actions visant à faire pression en faveur de salaires décents et suffisants pour les adultes s'inscrivent dans le plaidoyer en faveur des zones libres de tout travail d'enfant :

- cherchez à établir un partenariat avec les syndicats et associations de travailleurs à l'échelle locale afin d'organiser les travailleurs (formels et informels) de la zone sélectionnée de façon à ce qu'ils mènent des négociations collectives en faveur de l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail ;

- sollicitez la collaboration des syndicats et organisations de défense des droits syndicaux (à l'échelle internationale) qui peuvent aider à formuler des arguments sur la base des déclarations internationales et des instruments de défense des droits humains.

4.5 VISIBILITÉ ACCRUE DES PRATIQUES TRADITIONNELLES PRÉJUDICIALES

Le travail des enfants n'est pas un phénomène isolé. L'incidence du travail des enfants peut être un indicateur d'autres violations des droits des enfants. Une zone libre de tout travail d'enfant accroît la visibilité de toutes les violations des droits des enfants et la possibilité d'en parler.

Briser les tabous par le biais des conversations communautaires

Le dialogue est essentiel à la création des zones libres de tout travail d'enfant. Le processus d'échange au sujet des enfants et avec les enfants révèle les problèmes évidents et les problèmes cachés affectant les enfants, tels que la violence familiale. Un taux élevé d'abandon scolaire chez les jeunes filles peut indiquer l'existence de mariages précoces ou de cas d'excision au sein de la communauté. Les pratiques traditionnelles préjudiciables relatives à la sexualité tendent à faire l'objet de tabous et d'une mythification. Comment aborder ces pratiques dans une zone libre de tout travail d'enfant?

- Restez concentré(e) sur l'éducation. Il est impossible de résoudre tous les problèmes (à la fois) mais il est possible de scolariser tous les enfants. Identifiez les pratiques préjudiciables qui empêchent directement ou indirectement les enfants d'aller ou de rester à l'école.
- L'approche du 'débat communautaire' ou du 'dialogue communautaire' menée par des animateurs sélectionnés issus de la communauté afin de débattre des problématiques qui affectent les enfants a fait ses preuves. Les animateurs peuvent avoir besoin d'une formation préalable afin de mener ces séances dans la mesure où leur animation n'est pas chose facile.
- Lorsque ces pratiques préjudiciables sont proscrites par la loi mais continuent au sein des communautés (comme souvent dans les cas des mariages d'enfants et de l'excision), les représentants de la loi peuvent intervenir. Des formations spéciales peuvent aider les agents de police à être plus à l'écoute des violations des droits des enfants.



01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

Inspira

Parler de l'excision en Ethiopie

En Ethiopie, l'Association d'aide au développement en Afrique (ADAA) parle aux villageois afin de comprendre les problèmes des familles. L'une des raisons pour lesquelles les filles éthiopiennes ne vont pas à l'école est l'excision. Si une fille est excisée, elle peut être mariée. Et quand une fille se marie, elle cesse d'aller à l'école.

ADAA invite donc les exciseuses traditionnelles à participer à des formations communautaires. L'une des anciennes exciseuses traditionnelles formées dans ce cadre est aujourd'hui à ce point convaincue du caractère néfaste de l'excision qu'elle passe plus de temps à répandre ce message qu'elle n'en a jamais passé dans son emploi précédent. L'attitude envers l'excision change donc dans toute la communauté. A l'heure actuelle, moins de filles sont excisées et plus de filles sont scolarisées.

En finir avec le mariage des enfants au Zimbabwe

Au Zimbabwe, les mariages d'enfants sont courants, même si des lois l'interdisent. La 'Coalition contre le travail des enfants au Zimbabwe' (CACLAZ) est déterminée à rendre ces zones 'libres de tout mariage d'enfants'. Dans une zone libre de tout travail des enfants, la maltraitance des enfants devient de moins en moins acceptée. Il peut arriver que des jeunes filles soient la cible d'hommes sans scrupules, qui les marient à des familles polygames désireuses d'augmenter le nombre de femmes qui travaillent dans leurs grandes exploitations.

Dans 'Ward 16', CACLAZ travaille en collaboration avec la police afin de retrouver les filles piégées dans un mariage. De plus en plus de jeunes femmes qui ont été mariées quand elles étaient très jeunes demandent maintenant le divorce. CACLAZ met en place un programme spécial afin que leur droit à l'éducation reste garanti et qu'elles puissent aller à l'école.

L'épargne des femmes au Kenya

Suite à une formation de l'Alliance du Kenya pour la promotion de l'enfant (KAACR), 20 femmes du village kenyan de Kajulu Est ont décidé de former un groupe local d'épargne et d'investissement. Cette initiative a eu un impact énorme, bien au-delà de la situation financière des femmes. Elles ont acquis beaucoup de confiance et ont compris qu'elles peuvent elles-mêmes contribuer à des changements dans leurs villages. Elles peuvent maintenant non seulement inscrire et maintenir leurs enfants à l'école, mais aussi encourager d'autres parents à éduquer leurs enfants. Si les parents sont absents ou ne peuvent pas payer les frais de scolarité, les enfants peuvent encore aller à l'école grâce à l'épargne des femmes.

Savon de cacao au Ghana

Au Ghana, les agriculteurs ont été soutenus par des moyens novateurs pour bénéficier des produits dérivés de la production de cacao. La production du savon de cacao répond à un besoin local. Les producteurs de cacao ont ainsi pu générer davantage de revenus.

“

‘Le meilleur agriculteur du monde est l'agriculteur instruit’

Clement Kaba –

General Agricultural Workers Union (GAWU), Ghana

”

05

POUR ALLER PLUS LOIN

Comment passer d'une zone libre de tout travail d'enfant à une province libre de tout travail d'enfant puis à une société libre de tout travail d'enfant. Ce chapitre présente plusieurs stratégies contribuant à l'élargissement d'une zone libre de tout travail d'enfant à l'échelle nationale et internationale.

Liberer

5.1 VERS DES POLITIQUES DE ZONES LIBRES DE TOUT TRAVAIL D'ENFANT

Une zone libre de tout travail d'enfant peut-elle être considérée comme entièrement réalisée? C'est au gouvernement qu'incombe principalement la responsabilité de faire en sorte que les écoles soient disponibles, accessibles et abordables pour les enfants et leurs familles. Tant que l'État ne s'acquittera pas de sa responsabilité, la société civile pourra faire deux choses : combler les lacunes de l'État et faire pression sur l'État pour qu'il fasse mieux son travail. Cette dernière nécessite davantage de temps, créativité et persistance. Il est urgent et nécessaire d'associer les acteurs étatiques locaux, régionaux, nationaux et internationaux à toutes les étapes, du tout début jusqu'à la phase d'expansion. Les diverses stratégies mises en œuvre avec succès par les partenaires *Stop Child Labour* sont résumées ci-dessous :

- prenez le temps de familiariser les autorités locales avec le concept de zones libres de tout travail d'enfant à travers l'organisation de visites régulières ;
- demandez aux autorités locales d'occuper un siège (bien visible) au sein du comité chargé de superviser la zone libre de tout travail d'enfant ;
- mettez en place une équipe ou un groupe de travail de protection de l'enfance à l'échelle des districts ou régionale. L'équipe représentera idéalement les ministères de l'Éducation, du Travail, des Affaires juridiques et de la Santé, ainsi que les ONG, les syndicats et les employeurs de la zone. Les représentants des niveaux des districts et régional ont une plus grande marge de manœuvre que les ministres et ont davantage de pouvoir que leurs collègues à l'échelle locale. C'est pourquoi les représentants des niveaux des districts et régional constituent des cibles stratégiques en matière de lobbying ;
- invitez les délégations gouvernementales à visiter une zone libre de tout travail d'enfant ;
- présentez les conclusions et les mises à jour de vos travaux de recherche et études de référence aux autorités locales, régionales et nationales ;
- présentez-vous comme expert dans le domaine du travail des enfants et du concept de zones libres de tout travail d'enfant. Présenter les arguments à cet égard à chaque occasion et partout où cela est possible. Faites en sorte d'être invité(e) en tant qu'expert aux comités consultatifs législatifs et d'élaboration des politiques dans le domaine du développement de l'enfant et de l'éducation.

5.2 IMPLIQUER LES MULTINATIONALES

Si une grande plantation de café ou une usine de production de briques est l'employeur dominant dans votre zone d'intervention, il est évident que les activités de lobbying et de sensibilisation doivent cibler l'entreprise et peut-être ses clients nationaux et internationaux. L'implication des multinationales peut à cet égard s'avérer très difficile. Elle exige des actions conjointes avec les alliés (ONG, gouvernement, syndicats) au sein du pays et à l'étranger. Vous pouvez opter pour l'approche de dialogue en impliquant les dirigeants de l'entreprise en tant que partenaires de la zone libre de tout travail d'enfant ou une démarche davantage fondée sur la confrontation consistant à les montrer du doigt. La combinaison

Accès et diffusion de l'information

La première étape consiste, ici comme pour tous les aspects des zones libres de tout travail d'enfant, à recueillir les informations. L'accès aux informations relatives au travail des enfants ou aux autres conditions de travail abusives sera difficile si une entreprise est mal gérée, voire s'oppose à vos actions. Comment procéder dans ces circonstances?

- l'étude de référence réalisée au sein de la communauté peut fournir des informations sur le nombre d'employés de l'entreprise, dont celui de mineurs ;
- identifiez les fournisseurs nationaux et internationaux de l'entreprise. L'entreprise est-elle la cible des syndicats (internationaux) ou organisations de défense des droits syndicaux?
- visitez l'entreprise en vous faisant passer pour des 'clients potentiels' et demandez à faire une visite guidée de façon à vous rendre compte des conditions de travail ;
- une fois les données et récits sur la situation au sein de l'entreprise disponibles, vous pourrez organiser une manifestation publique pour aborder le problème. Invitez les médias locaux et les responsables de l'entreprise à la manifestation.

Associer une entreprise en tant que partenaire

Veillez à inviter les représentants de l'entreprise, des autorités locales, des syndicats et de la communauté lors de la mise en place d'un 'groupe de travail Stop Child Labour'. Le groupe de travail fixe lui-même l'objectif d'éliminer le travail des enfants dans la zone sélectionnée à l'issue d'une certaine période. Une partie importante du processus consiste à organiser les travailleurs de la communauté de façon à exiger un code de conduite garantissant les droits des travailleurs. La constitution de partenariats avec les syndicats et ONG (internationaux) dans les pays de commercialisation des produits de l'entreprise ainsi que le risque d'être montré du doigt peuvent également exercer des pressions sur l'entreprise pour qu'elle respecte les règles.

5.3 REJOINDRE LE MOUVEMENT

Stop Child Labour veut dynamiser le mouvement international contre le travail des enfants. L'expertise et l'expérience collectives de *Stop Child Labour* et de ses partenaires constituent de grands atouts pour quiconque souhaite adopter le concept de zone libre de tout travail d'enfant. Comment *Stop Child Labour* peut-il encourager et renforcer votre adoption du concept?

Voici quelques idées :

- utilisez librement la documentation et les prises de position de *Stop Child Labour* à des fins de lobbying et de plaidoyer ;
- accédez à un vaste réseau de collègues intervenant et confrontés à des défis similaires dans le domaine des zones libres de tout travail d'enfant ;
- participez à des visites d'échange auprès de collègues ou de projets similaires dans d'autres régions et pays (lorsque les ressources le permettent) ;
- Sollicitez des conseils techniques et un accompagnement sur le terrain lorsque vous commencez ou travaillez à la mise en place d'une zone libre de tout travail d'enfant ;
- acquérez les compétences de lobbying et plaidoyer politique et travaillez avec les entreprises et initiatives de promotion de la responsabilité des entreprises ;
- assimilez les techniques de suivi et d'évaluation afin de documenter l'état d'avancement de vos projets de zones libres de tout travail d'enfant ;
- demandez des conseils sur la façon de publier vos résultats et de les communiquer à une plus large audience, et diffusez vos témoignages dans le bulletin de *Stop Child Labour* ou sur le site Web de *Stop Child Labour* ;
- accueillez des visites de délégations (internationales) au nom de *Stop Child Labour*.

5.4 LE POUVOIR DES TÉMOIGNAGES

La diffusion du concept de zone libre de tout travail d'enfant exige des témoignages poignants afin de montrer le fonctionnement des zones libres de tout travail d'enfant et de mettre en valeur les personnes qui les font vivre. Des témoignages intéressants peuvent parcourir de longues distances et constituent de puissants instruments de plaidoyer. Ce manuel a présenté des témoignages d'une dizaine de pays où les zones libres de tout travail d'enfant ont été mises en place avec succès. À vous de jouer maintenant.

Plusieurs conseils et astuces pour améliorer la documentation et la visualisation de vos résultats sont énumérés ci-dessous.

- demandez au personnel de terrain et aux bénévoles communautaires de documenter leurs activités de manière simple, par exemple, en notant ou en enregistrant une anecdote relative à une personne ou un événement une fois par mois ;
- demandez à un journaliste ou un rédacteur de décrire certaines personnes (par exemple, un enfant, un(e) enseignant(e), un père, un employeur ou un maire) afin de donner un visage et un nom aux membres de la communauté qui ont réalisé tant d'efforts pour transformer le village en zone libre de tout travail d'enfant. Si vous souhaitez rédiger les témoignages vous-même, veillez à le faire de manière personnelle, tangible et de façon à ce le lecteur puisse s'y identifier. Une anecdote simple peut trouver un large écho ;
- demandez à un photographe ou un cinéaste de participer avec vous à une visite sur le terrain et proposez-lui de publier son travail ou de vous former en techniques audiovisuelles. Vous pouvez également envisager des actions de créations participatives de photo et vidéo par les membres de la communauté eux-mêmes (voir des exemples sur les sites www.photovoice.org et www.insightshare.org).
- découvrez les technologies numériques, telles que [crowdmaps](http://crowdmaps.org), qui vous permettent d'indiquer votre zone d'intervention, l'emplacement des écoles, le nombre d'enfants scolarisés dans ces écoles et les lieux où travaillent les enfants (seulement si le partage de cette information est sans danger).



Prenez des photos! Les gens veulent voir
de quoi il s'agit

Flavia Bogore – *Kids in Need*, Uganda





01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN



5.5 TRANSMETTRE LA FLAMME

Restez curieux et ouvert aux nouvelles idées. Le concept de zones libres de tout travail d'enfant n'est pas figé. Il s'agit au contraire d'un concept souple qui peut s'adapter à de nombreux contextes différents. Adhérez au concept au lieu de vous l'approprier de façon à ce que d'autres soient encouragés à faire de même. La mobilité (la votre, celle de votre équipe et de vos idées) est essentielle à l'expansion des zones libres de tout travail d'enfant dans le monde. Partagez vos expériences et vos questions. Si vous avez été témoin d'une manifestation ou activité qui s'est très bien ou mal passée, documentez-la de façon à ce que d'autres personnes puissent tirer les enseignements de cette expérience. Invitez vos collègues d'autres organisations de votre pays et de pays voisins à visiter des zones libres de tout travail d'enfant. Transmettez l'étincelle qui a été la source de votre engagement sur cette question. Il ne saurait exister une seule façon de créer des zones libres de tout travail d'enfant. Ce manuel documente les expériences de pionniers issus d'ONG et de syndicats du Ghana, Maroc, Mali, d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda, du Zimbabwe, d'Inde, du Nicaragua et d'Albanie. Ce sont ces personnes qui, avec les centaines de chefs, maires, employeurs, parents, enseignants et des milliers d'enfants, font vivre le concept.

“

‘Je me rends compte que notre vision prend forme chaque jour. Ce sont les personnes comme vous et moi qui peuvent changer la perception du travail des enfants dans le monde. Entretenez la flamme’

T. Nyanhete –

National Council for the Welfare of Children, Zimbabwe

”

Inspira

Motion de zone libre de tout travail d'enfant adoptée

En Ouganda, le concept de zone libre de tout travail d'enfant a pris une toute autre dimension : le Parlement ougandais a été si impressionné qu'il a adopté une motion exhortant le gouvernement à créer un Ouganda libre de tout travail d'enfant. Ce résultat est le fruit de la collaboration entre l'Uganda National Teachers' Union (UNATU), Kids In Need (KIN) et ANPPCAN Uganda Chapter. Ces trois organisations n'ont pas ménagé leurs efforts pour obtenir ce succès : elles se sont entretenues avec les membres du gouvernement local et national à chaque occasion et ont veillé à

mettre les exemples de réussite issus des zones libres de tout travail d'enfant à disposition des médias afin d'attirer l'attention de l'opinion. Enfin, afin de montrer la réalité de ces zones, elles ont invité des membres du Parlement à se rendre dans les zones libres de tout travail d'enfant. Les députés ont pu constater d'eux-mêmes l'impact de ces zones et s'entretenir avec les membres de la communauté. Ils ont été si enthousiastes que l'approche géographique de création des zones libres de tout travail d'enfant, amorcée dans quelques villages du pays, est désormais à l'ordre du jour national.

ation

01 DÉMARRER

02 COMMUNAUTÉ

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

Mandat légal

Au Kenya, KAAR a conduit les actions de plaidoyer à l'échelle nationale en ce qui concerne les questions politiques. Ces actions ont abouti à l'approbation par le gouvernement du projet de politique relative au travail des enfants, longtemps laissée au fonds d'un tiroir. Grâce aux pressions exercées par le réseau, cette politique a été soumise au Parlement par le ministre pour approbation. Une fois ce projet de loi adopté, le calendrier des mesures d'éradication du travail des enfants sera établi et leur financement assuré par le gouvernement du Kenya. Dans ce cas, les structures mises en place au cours des trois dernières années afin d'éliminer toutes les formes de travail des enfants disposeront d'un mandat légal pour intervenir dans ce domaine.

Un syndicat ghanéen se met en relation avec l'Union européenne

Le syndicat General Agricultural Workers Union GAWU met à profit son influence et ses structures syndicales pour veiller au bon traitement des travailleurs et au respect de leurs droits par les entreprises. GAWU entretient de bonnes relations avec des syndicats du marché européen où sont commercialisés la plupart des produits ghanéens. Les entreprises sont par conséquent conscientes des risques que cela pose en termes de réputation. Elles savent que si elles recrutent des enfants, elles risquent d'être montrées du doigt, ce qui serait tout à fait préjudiciable à leurs activités.



DE VENDEUSE A ORATRICE

Monica Kengonzi avait six ans lorsqu'un jeune homme a été mortellement percuté par une voiture sous ses yeux. L'homme vendait du maïs le long de la route, tout comme Monica depuis l'âge de trois ans.

En larmes pendant des jours chez elle, Monica supplia sa mère de ne pas l'envoyer à nouveau vendre du maïs. Ne sachant comment se passer de ce revenu, sa mère, célibataire depuis le décès du père de Monica peu de temps auparavant, n'eut d'autre choix que de refuser. Monica et sa jeune sœur reprirent ainsi leur poste dans la rue. 'Le plus difficile, c'est quand il pleuvait', se souvient Monica. 'Ma mère nous couvrait dans un sac plastique avec des trous. On suait énormément du matin au soir.'

Aujourd'hui, onze ans plus tard, Monica (17 ans) est en troisième année d'enseignement secondaire, à l'Entebbe *Air Force secondary school* (Ouganda). 'Je veux être avocate', dit-elle de manière résolue. 'aime débattre'.

Elle se souvient du jour où David Masele de l'ONG locale *Kids in Need* (KIN) lui a acheté du maïs dans la rue. 'Il m'a demandé de l'accompagner chez moi pour parler à ma mère'. La mère de Monica redoutait initialement d'envoyer ses filles à l'école car elle pensait que la famille ne pourrait pas survivre sans les revenus de ses filles. Puis elle a été convaincue. KIN l'aidera à démarrer une nouvelle activité de vente de tomates, d'oignons, d'épices et de manioc devant son domicile pour obtenir un revenu supplémentaire. Monica se rappelle très bien des premiers jours à l'école locale. 'Ce n'était pas si facile; les autres enfants s'en prenaient à moi, me demandaient où était mon maïs ». Mais ils se sont habitués à elle au fil du temps. 'C'était comme un rêve devenu réalité. J'ai toujours envié les enfants qui allaient à l'école et j'en faisais partie. J'ai commencé à prendre de plus en plus confiance'. Le programme d'échange avec d'autres écoles était celui qui intéressait le plus Monica à l'école primaire. 'Nous organisons des débats avec d'autres étudiants. Je me suis aperçue que j'aimais vraiment les débats et j'ai su à partir de cet instant, quelle profession je voulais exercer'.

LES ÉCONOMIES DU CHEF MADHENGA

Toute sa vie, le chef de village Madhenga a aspiré à être riche mais n'est jamais parvenu à échapper à la pauvreté. Il a toutefois six épouses et quelques économies, comme l'exige son statut. Le chef a par ailleurs des projets ambitieux pour l'avenir. De nouvelles règles ont été adoptées dans le village.

Madhenga est le chef d'un des 188 villages du 'Ward 16', une localité située au sud-est du Zimbabwe où il est pratiquement impossible d'échapper à la pauvreté. La plupart des habitants possèdent une petite exploitation agricole ou travaillent dans les plantations, d'autres partent en nombre vers les mines d'or, à Gauteng. Tel a toujours été le sort de cette zone, et nombreux sont ceux qui pensent qu'il le restera indéfiniment. La plupart des enfants ne sont pas scolarisés et travaillent la terre. Tout ce qu'ils doivent savoir leur est enseigné par leurs parents. Le Zimbabwe, autrefois grenier de l'Afrique affichant un taux de scolarisation de 95% n'est plus ce qu'il était.

M. Madhenga a décidé de faire les choses un peu différemment. Bien que ses épouses aient donné naissance à un nombre respectable d'enfants, ces derniers vont tous à l'école. Il est convaincu que c'est la seule façon de progresser. Il dit toujours regretter de n'être jamais allé à l'école. Ses enfants ont plus d'opportunités malgré la qualité médiocre de leur enseignement. Il est difficile de trouver de bonnes écoles dans une région où travaillent la quasi-totalité des enfants. Il s'agit là pour les parents d'une raison supplémentaire de ne pas envoyer leurs enfants à l'école ce qui crée une spirale négative.

Lors de sa première visite au village de M. Madhenga, la *Coalition Against Child Labour in Zimbabwe* (CACLAZ) a présenté une idée : Ward 16 doit devenir une 'zone libre de tout travail d'enfant', une zone où tous les adultes décident d'un commun accord que leurs enfants iront à l'école au lieu de travailler.

Extrêmement enthousiaste, Chef Madhenga est considéré comme champion de 'Stop Child Labour' et un pionnier. Avec des responsables villageois locaux, chef Madhenga trouve une idée pour rapidement améliorer l'éducation à Ward 16. Des règles sont établies pour les enfants et une école est construite, notamment avec ses propres économies. Madhenga a abandonné son rêve de devenir riche mais ses petits enfants ont désormais une occasion en or d'y parvenir.



01 DÉMARRER

02 COMMUNITY

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

Sheng'a



MOBILISER LES CITOYENS

Jacinta Namayanja ignorait, il y a quelques années seulement, que le travail des enfants posait problème. Elle est aujourd'hui l'un des membres du comité de prévention du travail des enfants les plus actifs.

Jacinta a été sélectionnée en 2010 pour adhérer au comité de la zone libre de tout travail d'enfant de sa ville natale de Kitubulu, dans laquelle vivent 8000 ménages dans l'Ouest de l'Ouganda. 'Au début, j'avais un peu d'appréhension', dit elle. 'Je ne connaissais rien au travail des enfants. Ma jeune fille travaillait elle-même comme femme de ménage'. Elle était bon marché et il était facile de la former, dit Jacinta. 'Notre communauté considérait que les enfants devaient apporter leur contribution. Les enfants s'occupaient de la pêche et du ramassage des déchets.'

Mais après des mois de formation et d'ateliers, Jacinta comprit que le travail des enfants posait problème. Elle se souvient du moment où elle en a vraiment pris conscience : elle participait à un atelier sur le travail des enfants lorsqu'elle a appris que deux enfants s'étaient noyés alors qu'ils pêchaient dans le lac. Jacinta pousse un soupir. 13 et 15 ans. Cela m'a vraiment touchée'. A partir de cet instant, Jacinta s'est employée sans relâche à sensibiliser la communauté sur la question du travail des enfants et à les scolariser. Outre son travail d'enseignante, son travail bénévole pour le comité lui prend environ deux jours par semaine. La première étape a consisté à identifier tous les enfants travailleurs, ce qui n'a pas été difficile : elle connaissait bien les enfants de son village. Le travail plus difficile pouvait ensuite commencer : convaincre les familles de scolariser leurs enfants. 'Il est très difficile de modifier une attitude adoptée par la population depuis si longtemps', explique-t-elle. 'Vous devez persister et passer beaucoup de temps à parler aux familles'.

Jacinta se rappelle très bien de ses visites chez Siamu Bakal, mère d'un garçon (9 ans) et d'une fille (13 ans). 'Les enfants vendaient du poisson près du bord de la route, notamment pendant les heures de classe » Leur mère était un peu réticente au début. 'Elle ne nous appréciait pas, elle nous considérait comme des étrangers'. Mais Jacinta continua de rendre visite à Siamu, semaine après semaine, mois après mois. Avec le temps, Siamu commence à faire confiance à Jacinta. →

Jacinta

Elle commença ainsi à comprendre les conséquences du travail des enfants. Ensemble, elles identifièrent des moyens de faire face à la baisse de revenus liées à la scolarisation de ses enfants. Siam installa un étal devant son domicile afin de pouvoir fumer et vendre le poisson elle-même. Un an après la première visite de Jacinta, les enfants de Siam prirent le chemin de l'école.

La pauvreté est la raison la plus souvent invoquée par les parents pour justifier la non-scolarisation des enfants au cours des visites à domicile de Jacinta. Une autre est que les filles finiront par rester à la maison, alors à quoi bon les éduquer? 'Nous leur disons de penser à l'avenir, qu'ils peuvent briser le cycle de la pauvreté'. Les modèles (par exemple une fille scolarisée devenue enseignante) sont très importants dans ces discussions. 'Je suis l'une d'elles', dit-elle timidement.

Les nombreuses visites à domicile et les heures de discussion ont porté leurs fruits. Aujourd'hui, presque tous les enfants de la région vont à l'école.

Bien que le travail dans son village ne soit jamais terminé (il s'agit d'un processus continu), Jacinta et le reste du comité ont décidé de donner une autre dimension à leur action en devenant une organisation communautaire officielle. Ce statut leur permet d'intervenir dans une région plus étendue et dans d'autres villages, d'attirer d'autres personnes déterminées comme Jacinta, de faire passer le message et de faire en sorte que tous les enfants soient scolarisés.



SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Oggu Anjaiah recrutait pendant un temps des enfants dans sa ferme. Sa décision de mettre un terme à l'emploi d'enfants a été la meilleure chose qu'il ait faite pour son entreprise, à l'instar d'autres employeurs de la même région.

Oggu Anjaiah, un cultivateur de riz et de coton d'un petit village du sud de l'Inde, était certain d'avoir fait une bonne affaire en accordant un prêt de 5000 Rupees (environ 60€) aux parents de Dappu. En échange, Dappu, un garçon de 12 ans, devait travailler pour lui pendant une période de cinq ans. Oggu jouit deux ans plus tard, d'une grande notoriété.

Cet homme, grand par la taille et portant une grosse moustache, n'y voyait pourtant que des avantages : pour la somme de 1000 Rupees (12€) par an, il employait un garçon prêt à travailler aussi longtemps que nécessaire et à faire tout type de corvées. Dappu était très rentable : il travaillait 16 heures par jour, s'occupait des buffles, aidait l'ensemble du ménage, arrachait les mauvaises herbes et tondait la pelouse. Mais lorsqu'Oggu assista à une réunion d'un groupe de jeunes local, il prit connaissance des effets du travail des enfants et réalisa que le recrutement de Dappu n'était pas du tout une chose à faire. Il prit, sur le champ, la décision de libérer Dappu.

Ce qu'il ignorait à cet instant, c'est que sa décision allait se révéler être la meilleure chose qu'il ait faite pour son entreprise depuis des années. Il se trouva soudain sur une estrade, à l'occasion d'une fête, une guirlande de fleurs autour du cou, serrant la main du président du village sous les applaudissements de l'ensemble des villageois. Le lendemain matin, sa photo était affichée dans tous les journaux locaux, le décrivant comme héros local.

Bientôt, d'autres employeurs de la région, se sentant honteux d'employer des enfants et envieux de l'attention réservée à Oggu, ont également donné congé à leurs enfants travailleurs.

Et Dappu? Il a repris le chemin de l'école et travaille aujourd'hui comme chauffeur pour le service public de transport routier.



Pasca

CONSTRUIRE UNE ÉCOLE ENSEMBLE

Il est fréquent de trouver de bonnes écoles dans les grandes villes. Ces écoles sont financées par le gouvernement. Toutefois, en dehors des villes, même si elles relèvent toujours de la responsabilité du gouvernement, les écoles ne sont pas en si bon état lorsqu'elles existent. Au Zimbabwe (Ward 16), les villageois ont décidé de changer les choses : ils commencèrent à construire eux-mêmes des écoles.

Pascal Masocha, coordinateur de CACLAZ, demanda aux enfants, aux parents et au chef du Ward 16 de réfléchir à une question apparemment simple : qu'est-ce qui constitue une bonne école? Jusqu'alors, l'école du Ward 16 consistait en un bâtiment délabré dépourvu d'enfants. Ceux-ci restaient chez eux ou aidaient leurs parents dans les plantations de sucre de canne.

La communauté se rassembla pour établir une liste d'idées, transformées par les enfants en modèles d'écoles en carton.

Après quelques semaines, ils étaient prêts à présenter les résultats. Le jour de la présentation, Pascal Masocha et son équipe préparèrent un barbecue avec de la musique pour que chacun se sente important et enthousiaste. Les modèles en carton équipés de toilettes, d'une barrière, de robinets, d'un jardin, d'une grande salle de réunion et bien évidemment d'une aire de jeux, étaient très bien conçus.

Puis vint le temps de transformer le modèle en réalité. Bien que la construction relève de la responsabilité du gouvernement, chacun savait qu'aucune construction ne serait réalisée dans un avenir proche. Et si on la construisait nous-mêmes? C'est exactement ce qu'ils ont fait.

Aujourd'hui les villageois construisent des écoles à différents endroits de Ward 16. Certaines personnes ont mis à disposition des briques ou du ciment, d'autres ont prêté leur force physique. Ensemble, les villageois créèrent l'école qu'ils avaient à l'esprit. L'école leur a donné un sentiment de fierté. Ainsi, malgré son aspect clairement négatif, l'absence d'aide du gouvernement a donné lieu à la création d'une école qui fait vraiment partie de la communauté. Tout le monde l'a construite, donc tout le monde y est associé. Et si tout va bien, elle pourra encourager le gouvernement à prendre le relai et à construire d'autres écoles en dehors des grandes villes.



Joel

APPRENDRE A APPRENDRE

Quand il était jeune, Joel Kilwana (16 ans) ramassait des déchets. A l'âge de dix ans, il s'inscrivit à l'école où il rencontra l'enseignant Mustafa Khalili

Dans le village animé de pêche de Kitubulu, l'espace sableux de l'école primaire UMEA (*Uganda Muslim Education Association*) est calme et paisible. Le calme est un miracle quand vous regardez à l'intérieur des salles de classe : elles sont littéralement pleines d'enfants. Certaines accueillent soixante-dix enfants, indique l'enseignant Mustafa Khalili. 'Mais nous nous adaptions. Parfois, nous avons trois enseignants dans la salle de classe'.

Mustafa enseigne dans cette école depuis 25 ans. 'J'aime travailler avec les enfants. Ils sont réceptifs.' Il sourit. 'Je préfère les enfants aux adultes'. En plus de son métier d'enseignant, Mustafa joue un autre rôle : il aide les enfants qui s'inscrivent à l'école à un âge tardif. Il les accompagne et leur donne des cours supplémentaires lorsque cela est nécessaire. La plupart d'entre eux sont des anciens enfants travailleurs, tout comme l'était Joel Kilwana qui ramassait des déchets depuis un jeune âge. Il commença sa scolarité à l'âge de six ans, avant de quitter l'école lorsqu'il en avait huit, compte tenu de l'impossibilité de concilier travail et école. Le paiement des frais de scolarité, inabordable pour la mère de Joel, posait également problème. 'Ma mère voulait vraiment que j'aille à l'école mais ne savait pas comment faire', dit Joel.

Fort heureusement, l'ONG *Kids in Need* l'aida à commencer une nouvelle activité de vente de chaussures. Les revenus supplémentaires ainsi générés ont permis à Joel d'arrêter de travailler pour reprendre sa scolarité à l'âge de 10 ans. Mustafa se rappelle du premier jour où Joel est arrivé à l'école. 'C'était un garçon timide', explique-t-il. Mustafa aida Joel chaque jour à se sentir plus à l'aise à l'école. 'Avec les nouveaux enfants, nous commençons par découvrir leurs centres d'intérêt. Joel aimait vraiment dessiner et le théâtre; cela l'a aidé à s'exprimer'. Mustafa donna également à Joel des cours d'expression orale car il avait des difficultés dans ce domaine. Mustapha ajoute: 'C'est important pour les enfants qui intègrent l'école plus tardivement, sinon ils peuvent être frustrés et manquer de confiance en eux'.

Joel appréciait beaucoup l'école. 'J'étais enfin avec mes amis'. C'était son rêve. Son voisin avait obtenu son diplôme et Joel n'avait qu'une idée en tête: 'Je veux aller à l'école' Son rêve est aujourd'hui en train de se réaliser. Aujourd'hui, six ans plus tard, il est en troisième année de l'Air Force secondary school où il étudie les sciences. Il ajoute, en souriant fièrement : 'Je veux être médecin'.

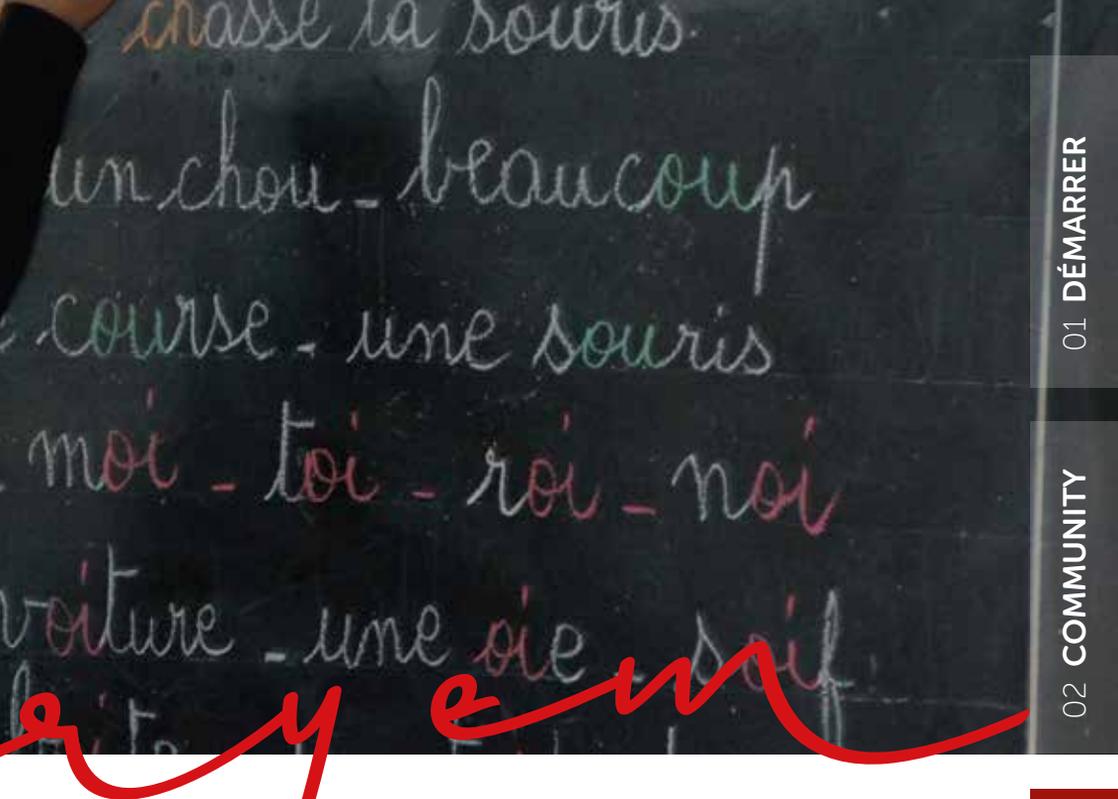


ASSURER LA TRANSITION

'Beaucoup d'enseignant(e)s marocain(e)s sont plutôt traditionnel(le)s'. Meryem Doublal (30 ans), enseignante et membre du syndicat d'éducation SNE, rit lorsque l'on lui demande la signification de 'traditionnel'. 'Comment dire : conservateur, strict? Les enseignant(e)s qui crient 'Asseyez-vous!' Il arrive que des élèves quittent l'école car les enseignant(e)s sont trop strict(e)s', explique l'enseignante de français et d'arabe. 'Et bien évidemment, ce n'est pas le but recherché.'

Meryem Doublal se décrit comme 'moderne'. Ce terme convient tout à fait à sa tenue moderne, tout comme à sa façon d'enseigner et d'échanger avec les enfants. 'Je demande aux enfants comment ils vont, s'ils ont des problèmes et je leur dis qu'ils peuvent me parler si c'est le cas'.

Meryem présente ainsi un profil adapté à la classe préparatoire ouverte en octobre à l'école Zarktouni dans la ville portuaire marocaine de Safi. Cette classe est composée de 11 élèves qui ont réintégré le système scolaire après une absence allant de plusieurs mois à plusieurs années. La plupart d'entre eux ont occupé des postes de domestiques, de vendeurs de sacs plastiques ou de personnes à tout faire dans l'un des nombreux garages de la ville. La classe préparatoire est conçue spécialement pour faciliter la transition de ce groupe cible vers l'éducation classique ou l'enseignement complémentaire.



Meryem Doublal 'recrute' avec le responsable du projet local et quatre autres enseignants, les enfants travailleurs dans le quartier des garages de Safi en leur parlant sur leurs lieux de travail. 'Je leur demande s'ils veulent revenir à l'école, ce qui est généralement le cas. Leur expérience leur a appris qu'il est préférable d'aller à l'école que de travailler et ils ne laissent pas passer une deuxième chance'. Meryem explique que les enfants travailleurs ne se sentent pas menacés en raison de l'image moderne renvoyée par les enseignant(e)s. 'Je leur dis également que je ne suis pas stricte, que je suis comme eux, de la même région, qu'ils ne doivent pas s'inquiéter, et que je les aiderai s'ils rencontrent des difficultés à l'école'.

D'après Meryem Doublal, il a été relativement facile de convaincre les parents des 40 enfants des classes préparatoires. 'Les parents souhaitent généralement que leurs enfants reprennent le chemin de l'école'. A l'inverse, les employeurs sont, eux, souvent difficiles. 'Le travail des enfants est interdit au Maroc, c'est pourquoi ils affirment que les enfants sont adultes. Nous continuons nos visites et à nous opposer à eux sur le fait qu'ils emploient des mineurs'. L'enseignante est consciente qu'il s'agit d'un projet à long terme. 'Tant d'enfants travaillent à Safi, dans le voisinage, dans la ville, partout. Ces enfants souhaitent ardemment revenir à l'école et sont motivés. Le fait de pouvoir faire quelque chose pour eux me donne le sentiment d'être utile'.



'C'EST MIEUX D'ALLER A L'ÉCOLE'

Avec son jeans, son maillot de foot du Paris Saint-Germain et ses sandales, Zakaria Rajati (14 ans) ressemble à un adolescent marocain typique. Mains dans les poches, il traverse la rue non pavée de Sidi Wassel, un quartier populaire de Safi. Sa mère, Zahra, Nayti se tient juste derrière lui.

Zakaria prend une expression renfrognée lorsqu'il se présente en serrant mollement la main. Il replace rapidement ses mains dans les poches et fait un geste de la tête en direction d'un groupe de jeunes un peu plus loin dans la rue. Tout en marchant vers l'école Zarktouni non loin de là, Zahra s'excuse de ne pas être en mesure de recevoir des invités chez elle. 'Mon mari souffre d'une maladie chronique et notre maison est assez petite'. Mère et fils prennent place derrière un étroit bureau d'écolier dans une salle de classe vide. Zakaria, de plus en plus à l'aise, explique qu'il a quitté l'école il y a 18 mois. 'J'ai redoublé deux fois et ne voulais pas me retrouver dans une classe avec des enfants bien plus jeunes'.

Sa mère illettrée et jamais scolarisée jugea cette décision 'épouvantable'. 'J'étais triste et ai essayé de le convaincre de reprendre l'école mais il s'y refusait catégoriquement. Elle avait peur que son fils passe son temps



dans les rues avec toutes les conséquences que cela implique. Toutefois Zakaria chercha et trouva rapidement un emploi d'assistant dans un garage pour un salaire de 50 dirhams (€4,50) par semaine. Zakaria : 'J'utilisais cet argent pour aller au hammam et chez le coiffeur et donnais le reste à ma mère, environ 20 dirhams'.

Un an après, les enseignants Mohammed Garmim et Meryem Doublal sont venus parler au garçon au garage et lui ont demandé s'il souhaitait revenir à l'école. Zakaria explique : 'Oui, j'en avais très envie'. 'Je devais m'acquitter de tâches très désagréables au garage, comme le lavage de pneus. Ce n'était pas une partie de plaisir. J'ai réalisé que c'était mieux d'aller à l'école'. Son employeur a également accepté et même encouragé le garçon à poursuivre ses études.

Avec d'autres anciens enfants travailleurs, le garçon de 14 ans est aujourd'hui en classe préparatoire de l'école Zarktouni. 'Je peux obtenir mon certificat dans un an et suivre une formation professionnelle pour devenir mécanicien. Après, mon souhait est de travailler chez Hyundai ou Peugeot et d'épargner pour devenir concessionnaire'. Sa mère Zahra sourit : 'Je suis heureuse pour Zakaria. Il sera en mesure de prendre sa vie en main à l'avenir s'il continue d'apprendre maintenant. Avec l'aide de Dieu, tout ira bien'.



Press

LA BOITE À RÊVES

Sur une colline surplombant le lac Victoria se trouve une petite maison devant laquelle pait une vachette dans la boue; plus loin une chèvre se protège de la pluie sous un arbre.

Sous le toit en tôle ondulée, une femme en coiffe une autre. La coiffeuse est Prosscovia Atuhaire. C'est ici qu'elle vit avec son mari et ses neuf enfants. La maison de 16m² comporte un lit, pour les parents, et un matelas placé sur le sol pour leurs enfants. Une cordelette fixée sur deux murs fait office de garde-robe pour les 11 résidents. Les maisons de ce type sont communes dans cette région ougandaise de pêcheurs, Kigungu.

La petite maison n'a pas toujours été aussi peuplée, trois des enfants sont ceux des voisins. Lorsque leurs parents ont appris qu'ils étaient infectés par le VIH, ils sont simplement partis pendant que les enfants de 3, 8 et 11 ans étaient à l'école. 'Je les ai trouvés en train de pleurer devant la porte et ai décidé de prendre soin d'eux', dit Prosscovia. Ils ignorent complètement si les parents sont toujours en vie. 'Nous n'avons plus eu de nouvelle de leur part'. Trois des neuf enfants sont ses enfants biologiques, les trois autres sont ceux de parents. Le plus jeune a cinq ans et le plus âgé en a onze.

La famille parvient à faire face. L'alimentation ne pose jamais problème car elle cultive des patates douces et des légumes verts autour de la maison. Ce n'est pas le cas du paiement des frais de scolarité.

Bien que les écoles publiques soient officiellement gratuites, le paiement de frais, allant de quelques euros à environ 15€ par enfant par trimestre est obligatoire. Le montant de ces frais augmente avec l'âge de l'enfant. Prosscovia doit également payer les repas scolaires car l'école est située à une heure de marche et ne permet donc pas les déjeuners à la maison. Malgré les revenus issus de son activité de coiffeuse à domicile, du bétail et le salaire de son mari, elle n'a pas les moyens de payer les frais de scolarité de ses neuf enfants.

Lorsqu'on lui demande comment elle s'organise, son regard s'illumine. 'Je fais des économies et souscris des prêts auprès de l'association d'épargne et de crédit'.

aviva

Elle a toujours su faire des économies, dit-elle fièrement en montrant une énorme boîte munie d'un cadenas. 'J'ai de grands rêves, vous savez', dit-elle souriante, à peine capable de soulever la grande boîte. Elle a commencé par épargner en cas de coup dur. 'Mais cela n'était jamais assez'.

Elle place de l'argent auprès de la VSLA et perçoit des intérêts non négligeables en fin d'année. Elle sollicite également des prêts pour payer les frais de scolarité de ses neuf enfants et pour acheter des produits, tels que des perruques, du gel et des bigoudis pour son activité de coiffeuse à domicile. L'an dernier, un prêt accordé par la VSLA lui a permis d'acheter une moto qu'elle met en location afin d'obtenir des revenus supplémentaires.

Plus tard dans l'après-midi, les enfants reviennent à la maison à pied. Ils jouent, courent les uns après les autres et rient à voix haute; jouent comme des enfants tout simplement. Maintenant que ses enfants sont scolarisés, Prosscovia peut s'atteler à ses prochains grands rêves. Le premier d'entre eux est une plus grande maison pour toute la famille. Un peu plus loin en bas de la colline, les murs de la nouvelle maison sont déjà construits. Les prochaines économies et le prochain prêt serviront à la construction du toit. Et lorsque la famille sera installée, il sera temps de réaliser son rêve personnel : posséder son propre salon de coiffure. 'Avec des miroirs, des sèche-cheveux et tout le nécessaire', ajoute-t-elle avec un grand sourire.



01 DÉMARRER

02 COMMUNITY

Ms Dasash

03 ÉCOLE

04 FAMILLES FORTES

05 ALLER PLUS LOIN

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENU

Mme Dasash Yitayew vit dans l'État de Amhara, à Belta- Amjaye Kebele. Elle et son mari, Ato Biadgie Abebe, travaillent 7 jours par semaine pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Ils ont quatre enfants qui n'étaient pas scolarisés.

Mme Dasash Yitayew est l'une des participantes aux activités génératrices du projet Estie. Après avoir participé à une formation de renforcement des compétences en entrepreneuriat, elle bénéficia d'un capital de départ de 1100 birr qu'elle a investi dans l'achat de deux moutons. Lorsque les brebis ont des agneaux, elle les vend au marché. Cela génère des revenus supplémentaires pour elle et sa famille. La fille de Mme Dasash, Tsedal (âgée de 12 ans), a par le passé été employée comme travailleuse domestique chez un particulier. Tsedal est aujourd'hui scolarisée, vit à nouveau chez ses parents et ne travaille plus. Les activités génératrices de revenu ont permis à Mme Dasah d'envoyer régulièrement ses quatre enfants à l'école. Les enfants disposent également d'uniformes et de fournitures scolaires, telles que des stylos, livres d'exercices et crayons papier. Mme Dasah est très fière de pouvoir subvenir aux besoins de sa famille et d'envoyer ses enfants à l'école.



John

TRAVAIL DES ADULTES

Les enfants sont des travailleurs bon marché. La productivité des adultes peut toutefois être nettement supérieure, comme l'a découvert John Kalunda.

Au fond d'un chemin boueux, sur les berges du lac Victoria, se trouve le petit site de déchargement de Kigungu. Tout est calme ici; le lac produit un effet apaisant. De temps à autre, il est possible d'apercevoir un oiseau rouge tropical perché sur les bateaux en bois, à la recherche de restes de poissons. Quelques hommes nettoient les bateaux et préparent les filets de pêche. Toutefois, ce lieu n'a pas toujours été aussi paisible. Il y a seulement quelques années, des enfants y travaillaient, pêchaient et nettoyaient les bateaux. C'était un travail difficile et dangereux. Parfois, les enfants tombaient malades, voire se noyaient. De nombreux enfants se droguaient et buvaient de l'alcool.

John Kalunda est l'un des employeurs du site de déchargement. Il possède six bateaux et compte cinq employés. 'Tous des adultes', ajoute-t-il fièrement. Comme tous les employeurs de la zone, lui aussi employait des enfants. 'Ils étaient faciles à diriger et très bon marché. Certains travaillaient même gratuitement; je leur donnais du poisson à la fin de la journée', explique-t-il.

Puis un jour, des personnes de l'ONG *Kids in Need* sont venues sensibiliser les pêcheurs aux droits des enfants. 'Ils nous ont parlé des droits des enfants et nous ont montré à quel point le travail est dangereux. Nous avons appris que ces enfants deviendraient un problème pour la communauté s'ils n'allaient pas à l'école', dit Kalunda. Après avoir assisté à plusieurs formations et ateliers, certains pêcheurs se sont portés volontaires pour informer les autres pêcheurs sur les droits des enfants. Kalunda déclare 'Cela nous a fait changer d'avis, nous étions ignorants auparavant'.

Les enfants ont commencé à disparaître du site de déchargement et de plus en plus d'adultes sont venus faire leur travail. Bien qu'il soit plus coûteux de recruter des adultes que des enfants, la quantité de poissons pêchés par les employés de Kalunda a également augmenté de manière significative. 'Les adultes savent ce qu'ils font. Oui, c'est beaucoup mieux ainsi'.

Questions Réponses

1. Qu'est-ce qu'une zone libre de tout travail d'enfant?

Les zones libres de tout travail d'enfant désignent des zones géographiques, telles qu'un village, des plantations ou des zones urbaines (de cinq à six mille personnes) dans lesquelles les enfants sont systématiquement retirés des lieux de travail pour être (ré)intégrés dans des établissements scolaires formels et à temps plein. Chaque zone libre de tout travail d'enfant est différente. Toutefois, le concept lui-même repose sur un ensemble de convictions partagées par les partenaires de Stop Child Labour et s'appuie sur vingt ans d'expérience.

2. Pourquoi commencer par une zone relativement petite?

L'approche géographique des zones libres de tout travail d'enfant implique toutes les personnes qui vivent, travaillent et sont scolarisées dans une zone spécifique. Chaque résident de cette zone devrait être convaincu qu'aucun enfant ne devrait travailler et que tous les enfants doivent être scolarisés. Le fait de commencer à petite échelle permet de se focaliser sur chaque enfant. Il est ainsi possible de planifier des initiatives spécifiques visant à retirer les enfants non scolarisés des lieux de travail et à les préparer à réintégrer l'école. Voir également : [1.2 CONVICTIONS](#)

3. Comment étendre une zone libre de tout travail d'enfant?

Un projet de zone libre de tout travail d'enfant peut commencer de façon très modeste mais peut servir d'exemple et être appelé à être suivi par de nombreuses autres initiatives. En Inde, le nombre de zones libres de tout travail d'enfant facilitées par MV Foundation est passé de trois à 6000 en vingt ans. La mobilité des personnes et des idées est essentielle à l'expansion réussie des zones libres de tout travail d'enfant. L'échange avec les membres de la communauté et la communication des réussites et des meilleures pratiques est la meilleure façon de promouvoir la diffusion du concept. Voir également : [5. POUR ALLER PLUS LOIN](#)

4. Quelle réponse apporter face aux faibles revenus des familles?

Les enfants sont des travailleurs bon marché et obéissants. C'est là toute la raison de leur recrutement. Les bas salaires des enfants font également pression sur les salaires des adultes. Le refus par la communauté du travail des enfants ne place plus les adultes en situation de concurrence avec le travail des enfants bon marché, créé l'espace leur permettant d'obtenir un emploi et se traduit par une augmentation des salaires. La recherche internationale a aujourd'hui confirmé que la majorité des

familles peuvent survivre sans les revenus générés par leurs enfants. Voir également : [4. FAMILLES PLUS FORTES, COMMUNAUTÉS PLUS FORTES](#)

5. Quelle réponse apporter face à l'absence d'écoles et d'enseignant(e)s/éducation de qualité?

Chaque enfant a droit à l'éducation. L'existence d'un système éducatif performant relève de la responsabilité des gouvernements nationaux et locaux, ainsi que de la communauté, lorsqu'elle est convaincue que la place des enfants est à l'école. Les gouvernements nationaux doivent assumer leurs responsabilités et garantir des politiques et programmes cohérentes vis-à-vis des problématiques connexes que sont le travail des enfants et l'éducation. Lorsque tous les membres de la communauté se mobilisent pour revendiquer leurs droits, les zones libres de tout travail d'enfants peuvent être à l'origine de la demande d'une éducation de meilleure qualité. Les organisations de la société civile ont également un rôle important à jouer en matière de lobbying et de plaidoyer. Elles peuvent faire pression sur le gouvernement et citer les zones libres de tout travail d'enfant comme exemple à suivre. Les enseignants peuvent renforcer l'accessibilité et l'attractivité des écoles et s'organiser à travers les syndicats d'enseignants. Un syndicat d'enseignants a vocation plaider en faveur des intérêts et des droits de ses membres ainsi que pour la qualité de l'éducation - ces deux questions sont étroitement liées. Voir également : [3. C'EST L'HEURE DE L'ÉCOLE](#)

6. Quelle réponse apporter face à la faible participation des femmes (questions relatives à l'égalité hommes femmes)?

Un noyau de citoyens organisé en comité, groupe d'action ou association promouvant activement l'éducation et protégeant les droits des enfants, filles et garçons, de la communauté, est le mieux à même de pouvoir faciliter la mise en place de zones libre de tout travail d'enfant. Le comité est idéalement un groupe de personnes enthousiastes représentant la diversité de leur communauté. Ce groupe peut aborder et promouvoir les questions, telles que la participation des femmes et la prise de décisions conjointe. Voir également : [2.2 MOBILISER LES CITOYENS](#)

7. Quelle réponse apporter face aux différents contextes et à la migration?

Il n'existe pas de solution universelle à la mise en place des zones libres de tout travail d'enfant. Les zones rurales où la population est composée en majorité d'exploitants agricoles exigent une approche différente par rapport au milieu urbain dont les résidents travaillent en usine et comme vendeurs de rue. Les zones concentrant des familles de migrants exigent une stratégie différente par rapport aux communautés plus isolées ou 'stables'. Nous savons toutefois par expérience que l'approche géogra-



phique peut réussir dans des contextes variés. La mobilisation sociale et la recherche de consensus autour de la norme selon laquelle 'aucun enfant ne devrait travailler, chaque enfant doit être à l'école' sont les piliers les plus importants de toute zone libre de travail d'enfant. Le changement est visible dès que l'ensemble des membres de la communauté est convaincu que l'école est en effet le meilleur lieu de travail pour les enfants.

8. Quelle réponse apporter face au manque d'adhésion du gouvernement?

L'appui des gouvernements et d'autres parties prenantes concernées n'est pas toujours immédiat. Le processus de création des zones libres de tout travail d'enfants commence au niveau communautaire avec la passion et l'engagement de l'ensemble des membres de la communauté. C'est dans les zones où les communautés gagnent en confiance et sont fières de scolariser la totalité des enfants que l'on observe une demande croissante pour davantage d'éducation de qualité. La possibilité de se rendre compte par eux-mêmes des succès des zones libres de tout travail d'enfant constitue la meilleure source d'inspiration pour l'adhésion du gouvernement et des principales parties prenantes au processus. Ces succès montrent qu'il est en effet possible de retirer les enfants des lieux de travail pour les scolariser et d'encourager les autres parties prenantes à faire partie de la solution. Voir également : **5. POUR ALLER PLUS LOIN**

9. Comment coopérer avec d'autres acteurs majeurs?

Afin de pérenniser et d'élargir les succès des zones libres de tout travail d'enfant, nous sollicitons l'appui du gouvernement et nous recherchons des collaborations avec des organisations internationales comme l'OIT



et l'UNICEF. Elles peuvent contribuer de manière significative à la création de telles zones. Elles sont en mesure de mener des activités visant à renforcer ces zones sur le terrain et/ou de mobiliser davantage de soutien à l'échelle nationale, sur la base de leur expérience et expertise. L'inverse est également vrai : peuvent créer un environnement permettant à ces acteurs de mettre en œuvre leurs propres programmes et de collaborer avec d'autres pour la réalisation d'objectifs communs dans les domaines des droits des enfants, de l'emploi des jeunes, du travail décent pour les adultes, etc. Le concept des zones libres de tout travail d'enfant présente donc de nombreuses opportunités de synergie et de renforcement de l'impact des actions. Voir également : **5. POUR ALLER PLUS LOIN**

10. Comment intervenir auprès conflit?

Le conflit peut être armé ou dissimulé, sous forme d'exclusion et de discrimination. Dans tous les cas, la meilleure réponse est de consolider la paix et de garder l'intérêt supérieur de l'enfant au cœur du développement. Cela implique d'adopter des stratégies inclusives afin de venir en aide aux groupes les plus vulnérables et défavorisés. Par exemple, les enseignant(e)s peuvent être formé(e)s de façon à intégrer tous les enfants et à être davantage sensibles aux besoins de groupes spécifiques; dans les écoles, les clubs de défense des droits de l'enfant peuvent organiser des pièces de théâtre ou d'autres activités de sensibilisation sur le thème du conflit; les comités peuvent se servir du dialogue communautaire pour aborder et régler les conflits; les anciens du village et responsables religieux peuvent être encouragés à promouvoir la paix et l'inclusion sociale au sein de leurs communautés.

Imaginez une classe d'enfants. Au premier rang, Monica, 17 ans, ancienne vendeuse de rue ougandaise, et actuellement en dernière année d'enseignement secondaire, se distingue par ses talents d'oratrice. Assise près d'elle, Anxhela Ibrahimimi est une adolescente albanaise de 15 ans qui a quitté l'école puis réintégré le système scolaire grâce aux efforts de son enseignant. Tout au fond se trouve Dojojaja. Ce garçon timide de 12 ans, originaire du Mali, passait ses journées à guider les bœufs. C'est sa première année de scolarité. A l'autre bout de la salle, le petit Jamal, 14 ans, ancien bouvier originaire d'Éthiopie, est désormais un étudiant actif dans le club de l'école. Ce manuel est rédigé pour tous ces enfants, plus nombreux d'année en année, qui ont pu commencer une nouvelle vie à l'école grâce aux zones libres de tout travail d'enfant.



STOP



CHILD LABOUR

School is the best place to work